Mercredi, 5 septembre 1849. EDITION DU MATIN. 1re année. — N° 93.

LA TRIBUNE DES PEUPLES

JOURNAL QUOTIDIEN.

ABONNEMENTS.	Un an.	Six mois.	Trois mois.	Un mois.
Paris. . . .	24 fr.	12 fr.	6 fr.	2 fr. »»
Seine. . . .	28 »	14 »	7 »	2 50
Départements .	32 »	16 »	8 »	3 »»
Étranger . .	32 »	16 »	8 »	» »»

Tout ce qui concerne l'Administration et les abonnements doit être adressé à l'Administrateur du journal.

Les lettres non affranchies seront refusées.

L'un des rédacteurs gérant : ALPHONSE HERMANT.

BUREAUX : RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANTS, N° 7.

ANNONCES.

Une à neuf fois dans un mois, la ligne. .	» fr. 80 c.
Dix fois dans un mois.	» — 50
Réclames.	2 — »»
Faits divers	3 — »»

Les manuscrits déposés ne seront pas rendus. — Tout ce qui concerne la Rédaction doit être adressé à M. Eugène Carpentier.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois.

Impr. centrale des Chemins de fer de NAPOLÉON CHAIX, r Bergère, 20

Pacte fraternel avec l'Allemagne ;
Affranchissement de l'Italie ;
Reconstitution de la Pologne libre et indépendante.

(Ordre du jour de l'Assemblée nationale du 24 mai 1848.

POLITIQUE GÉNÉRALE.

PARIS, 5 SEPTEMBRE 1849.

Quel sens politique attache-t-on chez nous au mot sacramentel de *fraternité*, inséré dans le symbole officiel de la République ? Les rois entre eux s'appellent frères. Ils ont le droit de se donner mutuellement ce nom si beau. Ils ne reculent pas devant le sacrifice que leur impose le devoir de fraternité. Ils le mettent au dessus de toutes les considérations secondaires de politique territoriale ou commerciale. Lorsqu'il s'est agi de sauver la personne royale de leur frère Louis XVI, les monarques de la Prusse et de l'Autriche, de l'Angleterre et de l'Espagne, catholiques, schismatiques ou luthériens, oublièrent leurs anciennes querelles politiques, s'unirent tous, dans un intérêt de famille, contre la nation française, et ne cessèrent de la combattre que lorsqu'ils eurent remis leur cousin en possession de ce qu'ils regardaient comme sa propriété. Aujourd'hui même, nous voyons quelle peine se donne le roi de Prusse pour ramener de l'exil son frère le grand-duc de Bade.

Au premier bruit des victoires des Hongrois, l'empereur de Russie déclara publiquement qu'il prenait sur lui de sauver son frère d'Autriche, dût-il, pour cela, sacrifier son dernier écu et son dernier soldat. L'empereur de Russie a tenu parole. Nous sommes convaincus que tout autre souverain de l'Europe, dans un cas semblable, agirait de même. Les rois nous donnent là un exemple que les peuples doivent s'empresser d'imiter. Les *enfants de la terre sont plus sages que* ceux qui se prétendent les *enfants de la lumière*.

La guerre, qui depuis un demi-siècle continue de troubler l'Europe, est une guerre de familles : guerre entre la grande famille royale, une et indivisible, et les peuples, membres épars de la grande famille européenne. La victoire se déclare pour ceux qui remplissent le mieux leur devoir de fraternité. Ce devoir, le peuple français en a le sentiment profond, il l'a fait éclater dans les jours de février.

Si ce sentiment ne s'est pas produit en actes, la faute en est aux hommes politiques auxquels le Peuple avait alors remis le pouvoir. Quelques-uns de ces hommes ne comprenaient pas l'importance du nouveau dogme de la solidarité, d'autres l'exploitaient dans l'intérêt de leurs partis. On égara ainsi l'opinion publique, ce qui fut plus tard la source de la malheureuse issue de la manifestation du 13 juin.

Cette manifestation devait avoir pour but d'appeler l'attention du Peuple français sur les dangers de son frère le Peuple romain. Rien de plus légal et de plus humain. Cependant la manifestation manqua son but. Le gouvernement en eut peur; le Peuple s'en défia : on se rappelait avec terreur et tristesse les suites de la manifestation faite, il y a un an, dans l'intérêt de la Pologne.

Alors le Peuple de Paris s'était levé comme un seul homme; il ne voulait qu'une chose, il voulait montrer à l'Assemblée souveraine de ses représentants qu'il était prêt à accomplir son devoir de fraternité envers la Pologne. Il espérait que l'Assemblée, après avoir fait la revue morale de cette innombrable armée du monde nouveau animée d'un si saint enthousiasme, sentirait son omnipotence à l'égard du vieux monde, et aurait le courage de prononcer le mot de salut. Le Peuple ne voulait que cela. Mais les hommes de parti qui s'étaient mis à la tête du Peuple de Paris, au lieu de suivre ses instincts généreux, crurent qu'il était d'une meilleure politique de saisir l'occasion pour changer, quoi ? le système du gouvernement? Non, la forme du gouvernement, le personnel des gouvernants! Ils ont fait ainsi avorter ce beau et grand mouvement! Ils ont compromis le principe de la fraternité internationale, et en ont *retardé le triomphe pour longtemps*.

Et pourtant tôt ou tard il faut que ce principe triomphe.

Ce n'est pas seulement l'esprit politique nouveau qui l'exige : l'esprit de famille, la morale individuelle y est également intéressée. L'époque actuelle est éminemment politique. Auprès du foyer domestique du plus pauvre des paysans, on entend discuter les affaires des nations. Nous nous y intéressons comme s'il s'agissait de celles d'individus de notre connaissance.

Les nations sont devenues des personnes de connaissance pour tout le monde : tout le monde en demande des nouvelles chaque jour. On devient ami et même amoureux d'une nation, on en déteste une autre; on les bénit, on les maudit. Les passions autrichienne et hongroise, russe et polonaise, agitent également les habitants de l'Elysée et ceux de la plus élevée des mansardes de Paris. Ces amours et ces haines étaient inconues à nos ancêtres : ils ne haïssaient que ceux à qui ils faisaient la guerre, ils ne voulaient du bien qu'à leurs alliés. Maintenant chaque citoyen a des rapports d'alliance ou des démêlés politiques avec toutes les nations de la chrétienté. Il se croit personnellement obligé de s'informer de leur conduite, et d'en apprécier consciencieusement la moralité. Il y cherche des exemples, des règles de conduite.

Le gouvernement est à la recherche des moyens de moraliser le Peuple ! Il n'y en a pas de plus simple et de plus efficace que de lui donner l'exemple de la moralité. Voulez-vous rétablir parmi les particuliers la religion du serment et de la parole donnée, commencez par observer le serment et la parole politiques qui vous engagent envers les nations. Vous vous plaignez de l'affaiblissement de la foi, de l'égoïsme, du manque de charité ! Vous n'en avez pas le droit. Le meurtrier à qui vous demanderez ce qu'il a fait de son frère, le père dénaturé à qui vous reprocherez d'avoir abandonné ses enfants, l'usurier impitoyable que vous accuserez d'avoir ruiné son voisin, vous demanderont à leur tour ce que vous avez fait de Rome, de la Pologne, de la Hongrie !

Dans les siècles de la théocratie les yeux des peuples étaient fixés sur le prêtre. Le prêtre enseignait; le prêtre, par son exemple, montrait comment on doit pratiquer l'enseignement. A notre époque politique, la position qu'occupent dans le monde les hommes politiques leur impose ce double devoir.

Nous citerons un fait qui en dira plus que tous nos raisonnements :

Sous le règne de Louis-Philippe, une des chambres correctionnelles de Paris eut à juger un pauvre homme accusé du délit de mendicité. Le malheureux avait un frère très riche. Le président du tribunal, à qui l'on avait certifié la bonne conduite du mendiant, fait appeler le richard; il l'engage à secourir un frère malheureux. Le riche fait observer avec beaucoup de sangfroid qu'aucune *loi* ne l'oblige à faire la charité. Reprimandé sévèrement par le président, il ne répond que par ces mots: *Chacun chez soi, chacun pour soi*. Maxime de Me Dupin l'aîné. M. Dupin était alors président de la Chambre des députés !

QUESTION FINANCIÈRE.

(Deuxième article.)

II.

Project de budget de M. Passy.

Grâce à la razzia africaine exécutée le 13 juin sur toute la presse démocratique, nous arrivons un peu tard pour examiner et pour discuter le projet de budget de 1850 présenté à l'Assemblée législative par M. Passy dans la séance du 3 août.

Mais venir les derniers en pareille matière n'est pas un malheur, si on sait profiter du travail des autres, si on sait faire jaillir de la discussion générale, des lumières de ceux-ci, et même des erreurs de ceux-là, des éléments de certitude plus complets et des conclusions plus fécondes.

Résumons d'abord en peu de lignes les plans de budget du ministre.

Après avoir constaté avec une louable franchise la déplorable situation de nos finances et l'immense gravité des périls où nous jette cette situation (1), M. Passy résume en ces termes le problème à résoudre :

« 1° La dette flottante ne saurait soutenir plus longtemps le poids des découverts dont le chiffre excéderait celui de ses ressources. *Il importe de l'en débarrasser*...

« 2° *Il faut combler la différence énorme que présentent les recettes et les dépenses*... »

Voilà le but à atteindre : voici les moyens proposés :

Pour dégrever la dette flottante, M. Passy veut « négocier et inscrire la somme de rentes nécessaires pour réaliser un capital de 200 millions, applicable à l'extinction de pareille somme des découverts existants. »

On voit qu'il ne s'agit ici d'autre chose que du vieux procédé de consolidation employé périodiquement jusqu'à ce jour pour dégorger les canaux de la dette flottante, lorsque leur trop plein menace de déborder, c'est-à-dire lorsque l'Etat ne peut pas acquitter les engagements qu'il a pris.

C'est ainsi que la révolution de Février a été forcé d'en agir à l'égard des caisses d'épargnes, dont le gouvernement déchu avait dévoré les trois cent cinquante millions, et à l'égard de la masse des bons royaux qu'il avait si démesurément émis.

La consolidation de la dette flottante n'est donc qu'un expédient qui a pour résultat de supprimer le paiement une fois fait du capital par un service de rentes éternelles.

Ce système n'a pas peu contribué à grossir l'inscription de la rente jusqu'au chiffre monstrueux de 450 millions, qu'il faut prélever tous les ans sur le produit des impôts avant de pouvoir en appliquer un centime à l'alimentation des services publics.

Mais nous n'entreprendrons pas une critique spéciale sur cet objet, parce qu'il n'est qu'une des conséquences de la théorie des emprunts que nous examinerons bientôt dans son ensemble.

Pour rétablir l'équilibre des recettes et des dépen-

(1) Voir la *Tribune des Peuples* du 1er septembre, *Question financière*.

FEUILLETON DE LA TRIBUNE DES PEUPLES

DU 5 SEPTEMBRE 1849.

SOUVENIRS DIPLOMATIQUES (1).

Comment l'Angleterre et la Russie font leurs affaires en Asie. — L'avènement au trône de Perse de Mohammed Chah le Kadjar. — Journal tenu sur les lieux en 1834.

A deux heures après-midi, le général Simonich et sir John Campbell, accompagnés du personnel de leurs ambassades et de leurs consuls, traversaient les rues de Tauris, en se dirigeant vers le palais du prince gouverneur Mohammed Mirza. Les ferraches des deux missions, à pied et armés de bâtons pour débarrasser le chemin de tout ce qui pouvait obstruer ou gêner le passage, ouvraient la marche. Deux maîtres d'écurie (*djloudar*), ayant chacun sur l'épaule une housse richement brodée, précédaient autant de chevaux montés par les ambassadeurs, qui allaient de front et passaient souvent de droite à gauche afin de montrer qu'ils se considéraient comme parfaitement égaux et qu'ils allaient vers un seul et même but. A l'étrier de chaque ambassadeur marchait son porteur de pipe (*kalioutchi*), avec les insignes de son office, consistant en riche kalian, la bouteille en cristal et la tête en or émaillé. Les officiers des deux ambassades, tous, comme leurs chefs en grande tenue, avaient aussi chacun leur maître d'écurie et leur porteur de pipe marchant à côté d'eux. L'étiquette asiatique, vieille comme l'Asie, fait partie intégrante de la civilisation des indigènes. Ils en remplissent tous les détails avec un amour, un respect et un savoir-faire parfaits. Si les employés européens, dans l'entraînement d'une conversation familière, oublient la distance de leurs rangs, dans une cérémonie pareille à celle-ci, cela n'arrive jamais à leurs nombreux domestiques. Ils connaissent et n'oublient jamais de compter un à un tous les degrés hiérarchiques de leurs maîtres. Aussi les trouve-t-on toujours chacun à la place qui lui est due.

Ce jour-là, c'était dans un ordre plus parfait encore que d'ordinaire (car tout le monde en ville s'attendait à quelque chose d'important de la part des Européens) que le cortége arriva au palais de Mohammed Mirza. L'étiquette de cour veut qu'à tous les membres des ambassades européennes et aux voyageurs de distinction on présente des fauteuils quand ils vont visiter un prince du sang.

En présence du chah, il n'y a que l'ambassadeur qui reste assis ; tous les autres dignitaires européens ou autres restent debout. Or, la première chose que nous fîmes en entrant dans la salle de réception fut de dire au maître des cérémonies de faire enlever tous les fauteuils qu'on nous avait préparés, excepté trois, c'est-à-dire pour le prince et les ambassadeurs seulement. Après les compliments et les condoléances, Mohammed Mirza entendit pour la première fois son nom changé en celui de Mohammed-Chah. Ses yeux rayonnèrent de joie; il ne croyait pas encore à la possibilité de son bonheur. Il ne savait comment répondre ni comment remercier les messagers d'une nouvelle aussi heureuse. Ce prince était âgé de vingt-huit ans; sa figure ronde et joufflue n'a rien d'expressif, excepté ses yeux noirs, bien fendus et intelligents. Il est de moyenne taille, il a le cou gros et court, la poitrine large et les épaules trapues.

Il commence déjà à gagner de l'embonpoint. Sa vie sobre et régulière peut y contribuer; car, entre tous les princes, il est le seul qui n'aime ni le vin ni la débauche, il ne fume pas et se contente d'une seule fem e légitime. Ses occupations favorites sont la chasse, les exercices d'infanterie régulière, le dessin et l'étude de la géographie, qu'il a appris chez les Européens. Il est sujet à de violentes attaques de goutte, maladie héréditaire dans la famille princière de Kadjares. Au moral, il n'a aucune des qualités brillantes qui imposent au public. Brave sans initiative, cruel sans rage, bon sans élan, on le voit aussi impassible sur son cheval de bataille, son sabre à la main, que sur un tapis de prière, égrainant son chapelet. Les soldats l'aiment pour l'avoir vu souvent partager leurs dangers dans les dernières campagnes de Khorassan ; le clergé le loue à cause de sa piété, mais le peuple ne sait pas encore apprécier son mérite personnel ni ses qualités administratives, car il ne fait rien sans avoir antérieurement consulté le premier ministre, Mirza Aboul Kassim, le Kaïmakam, son beau-frère, l'homme le plus influent de la Perse.

Le mariage qui devait récompenser ce ministre des services importants qu'il avait rendus pendant plus de vingt années consécutives, et l'attacher par de nouveaux liens aux intérêts de la famille, fut des plus mal assortis. L'époux ministériel, tout puissant partout ailleurs qu'auprès de la princesse sa femme, s'en vengeait sur les parents qui la protégeaient. Il refusait de signer les bons sur le trésor donnés à la princesse mère, et à son fils. Je me rappelle que dans une partie de chasse que nous avons faite avec le prince aux environs de Nichapour, il fut accosté par un invalide sans jambes. Il le reconnut et nous raconta l'engagement où ce brave avait été mutilé ainsi à quelques pas de lui. Le prince me remercia beaucoup de quelques pièces d'or que je lui prêtai pour donner à l'invalide, car il se trouva que j'étais le plus riche de la compagnie. « Depuis le jour des fiançailles de ma sœur avec le kaïmakam, disait-il en riant, je ne me rappelle pas d'avoir jamais eu quelques ducats de trop dans ma bourse. »

Mais le prince avait trop grand besoin du génie et de l'expérience du kaïmakam pour ne pas oublier, pour le moment, les griefs anciens. Au contraire, il lui accorda sa confiance entière. Aussi les ambassadeurs se rendirent chez le ministre aussitôt après l'audience.

Cette conférence fut plus gaie encore que la première. Au milieu des rafraîchissements de toutes espèces, confitures, sorbets, glaces, fruits, etc., dans les nuages que nos calians exhalaient, les principales bases de conduite à suivre furent arrêtées. L'ambassadeur de Russie ne voulait pas, comme l'exigeait le kaïmakam, promettre officiellement de faire avancer quelques milliers de troupes sur l'Araxe, fleuve qui fait la frontière des deux Etats. L'intervention armée n'entrait pas dans les plans de son gouvernement. Cependant il fallait en faire entrevoir la possibilité afin d'effrayer son collègue britannique.

Le rusé kaïmakam a compris que ce dernier ne reculerait devant aucune dépense pour empêcher l'intervention russe, et il fallait de l'argent à tout prix. Or, le comte Simonich répondit vaguement que s'il y avait quelques mouvements de troupes vers les frontières, c'était probablement dans le but d'en assurer la tranquillité et de les protéger contre les tribus nomades qui campent sur les deux rives de l'Araxe, et qui peuvent s'émeuter en apprenant la mort du chah. Il promit de demander des explications là-dessus au gouverneur général de la Géorgie. Il était d'avis qu'avant tout le kaïmakam devait songer à obvier aux difficultés avec ses propres troupes. Sir John Campbell appuya ce dernier avis en promettant de garantir le prêt de la somme nécessaire au paiement des arrérages de l'armée régulière. Le kaïmakam fit au moment même partir des courriers dans toutes les directions avec des circulaires annonçant que les deux ambassadeurs suivraient en personne le nouveau chah à Téhéran, que les troupes russes attendaient sur la frontière les ordres du comte Simonich et que l'ambassadeur anglais avait déjà payé la solde arriérée des serbazes. Toutes ces nouvelles, colportées dans les bazars et dans les mosquées par les domestiques du prince, ceux du premier ministre et les femmes du harem, commentées, exagérées ou racontées à leur manière, répandirent l'épouvante chez les ennemis du nouveau roi. Le kaïmakam déclara que dès ce jour il commençait à ne ne plus douter de la réussite de sa cause. Il fit graver le *khatèm*, sceau du royaume, avec cette inscription : *Chahi nebiia Mohammed* ! « Le roi des prophètes, Mohammed ! »

III.

29 octobre.

Aucune mesure d'importance n'est prise sans qu'on ne demande préalablement l'avis des ambassadeurs. Depuis que la Perse existe, jamais les puissances européennes n'ont pris autant de part à ce qui la concerne. Le comte

(1) Voir les nos des 1er et 2 septembre.

ses du budget, M. Passy propose les moyens suivants :

1° « Création d'impôts destinés à assurer au trésor les compléments de ressources dont il a maintenant besoin.

2° » Mise en recette, comme en dépense, des fonds de l'amortissement, en les limitant aux seules dotations par l'annulation des rentes rachetées ou provenant de la consolidation des réserves annuelles;

3° « Constitution de moyens de services spéciaux, applicables uniquement aux dépenses extraordinaires. »

Quant à la création d'impôts nouveaux, on sait qu'elle consisterait principalement dans le rétablissement de l'impôt sur les boissons qu'avait aboli l'Assemblée constituante et dans l'établissement d'un impôt sur le revenu.

Ces deux mesures semblent destinées à se faire contre-poids et à montrer que si le ministère se croit dans la nécessité de rétablir un impôt qui frappe si lourdement sur le Peuple, il veut en même temps frapper sur la richesse par un impôt nouveau.

Il y a là plus de tactique que de justice : la position du Peuple n'offre aucune parité avec celles des classes vivant de leurs revenus. Ce qui est parfaitement clair, c'est que la taxe des boissons pèse d'un poids énorme sur les travailleurs d'une part et sur notre production vinicole de l'autre.

Des divers impôts qui atteignent les boissons il résulte que le plus grand bienfait dont la Providence ait doté notre sol reste stérile pour l'immensité des travailleurs. Les uns ne peuvent approcher de leurs lèvres la liqueur généreuse qui ranime le courage en en même temps que les forces; les autres, au lieu de boire du vin, ne boivent que des mélanges insipides ou málsains.

Les intérêts de la production vinicole ne souffrent pas moins de ces impôts. Sur nos 86 départements, 75 cultivent la vigne. La France est la terre classique du vin; nos vignobles sont les plus variés, les plus riches, les plus exquis du globe.

Eh bien, est-il croyable que les gouvernements qui ont pesé sur nous jusqu'ici n'aient pas compris que la prospérité de l'industrie vinicole était un intérêt national de premier ordre et qu'ils n'aient pas tout mis en œuvre pour assurer cette prospérité, au dehors, par des traités de commerce, au dedans par des dégrèvements d'impôts et par le développement des moyens de transport?

Au contraire, tout ce qui peut entraver la circulation et l'échange de nos vins a été soigneusement organisé. Nos vins ne sauraient faire un pas hors du pressoir sans qu'une armée d'agents fiscaux ne les rançonne. Puis viennent les frais énormes de transport, puis les entrepositaires et les marchands; de telle sorte que c'est beaucoup moins au vigneron que nous payons le vin qui arrive sur notre table qu'à cette multitude d'intermédiaires publics et de parasites commerciaux qui nous séparent de lui. Il en résulte encore que l'industrie vinicole présente plus qu'aucune autre ce cercle vicieux de l'économie sociale d'aujourd'hui, à savoir *que plusieurs années d'abondance de suite dans la récolte causent la ruine du cultivateur*.

Telle est la triste réalité, et les chiffres de M. Fould ne la changeront pas.

Quant à l'impôt sur le revenu, c'est autre chose. Non seulement il s'adresse à des gens qui peuvent le supporter sans souffrance, mais il n'est pas bien démontré que ce ne serait pas encore sur le pauvre que cet impôt retomberait en fin de compte. En effet, le résultat immédiat de cet impôt, dans un pays où les grandes fortunes sont aussi rares qu'en France, serait d'amoindrir du moins temporairement les sources du luxe et du travail.

Toutefois si les fortunes sont petites en France, la vanité et la soif du luxe y sont plus grandes que partout ailleurs, et on reviendrait bientôt aux habitudes prises.

Nous ne condamnons donc pas l'impôt sur le revenu : il appartient aux saines doctrines économiques et sociales, et il exhale, malgré son origine d'importation anglaise, un parfum de démocratie qui nous plaît.

Gardons-nous seulement d'y attacher plus de valeur qu'il n'en a, et de croire que, pour y arriver par contre-coup, cet impôt en frappera moins en réalité sur la masse des travailleurs.

Nous aborderons demain le troisième moyen de réforme présenté par M. Passy, et qui renferme la partie véritablement neuve et saillante de ses projets.

On se souvient peut-être de l'article du *Journal des Débats* à l'occasion du voyage de M. le président de la République dans la Seine-Inférieure. Il faisait ressortir avec une certaine satisfaction, qui pouvait passer pour de l'hostilité, les acclamations patriotiques de *Vive la République*, par lesquelles la ville du Havre a accueilli notre premier magistrat.

C'était presqu'un acte d'opposition, et le *Journal des Débats*, ami du pouvoir par tradition, pouvait sentir le besoin de se faire pardonner des insinuations si en dehors de ses habitudes, et qui semblaient inviter le lecteur à aller au dela de la pensée écrite. Aussi s'empresse-t-il, dans son numéro d'hier, de faire amende honorable et de présenter la contre-partie de ce qu'il s'était oublié à dire à propos de la tournée du président dans la Seine-Inférieure.

La garde nationale de Meaux ne croyait pas pouvoir mieux manifester ses sympathies pour le chef du gouvernement républicain qu'en criant *vive la République!* quand il l'a passée en revue. *Les Débats* en prennent texte pour lancer une lourde attaque contre l'artillerie de la garde nationale; c'est à ce corps qu'*est dévolue la profession ingrate de crier vive la République*.

Nous aurions trop à faire si nous voulions relever toutes les irrévérences que se permettent les *Débats* à l'endroit de la République ; rappelons seulement que dans les premiers jours de la Révolution cette feuille avait le ton moins cavalier en parlant des manifestations populaires.

Il nous tarde d'ailleurs d'arriver à la partie intéressante du récit. Le *Journal des Débats* a entendu à Château-Thierry et à Epernay des cris frénétiques de *Vive l'empereur*. Ces cris lui ont agréablement chatouillé l'oreille; il lui semblait presque entendre crier vive le roi. Dans son ivresse, il entonne des chants de triomphe; il parle de tables dressées sous une tente immense ornée de drapeaux, entourée d'arbres et de verdure, et illuminée par un admirable soleil, etc.

Ce journal a la prétention d'être un journal grave, de représenter l'ordre, la société; croit-il donc en cette circonstance avoir fait preuve de sagesse, preuve d'un réel attachement pour l'ordre?

Est-ce que ces cris, si tant est qu'on les ait proférés, ne poussent pas au renversement de la République? Est-ce que par hasard ce renversement se ferait sans d'immenses malheurs?

Oh inconséquence des amis de l'ordre! Qu'en pense la finance, d'ordinaire si facile à effrayer? Nous ne savons; mais toujours est-il que l'article en question a produit une hausse de 1 fr. 05 c. à la Bourse d'hier.

Hier le dossier contenant l'acte d'accusation du prétendu complot du 13 juin 1849 a été remis à chaque prévenu. Sans entrer dans de plus amples détails, nous pouvons dire que ce document fourmille d'erreurs et que le grand jour de l'audience fera évanouir tout ce qu'il semble contenir de sérieux.

Tout le monde connaît le système politique suivi par l'*Assemblée nationale*. Ce journal est convaincu que l'Occident est dans le délire; il paraît que le remède se trouve au Nord. L'*Assemblée nationale* accuse la *Tribune des Peuples* de provoquer le Nord à s'occuper des affaires de l'*Occident malade*. Le fait est que la *Tribune des Peuples* diffère complètement avec l'*Assemblée nationale* sur le traitement. L'*Assemblée nationale* trouve bon pour le moment d'endormir ceux qu'elle croit malades, c'est aussi le système du grand médecin dont elle attend l'arrivée du Nord. Nous croyons au contraire que la France peut se guérir elle-même.

Nous continuerons à signaler le danger du système des endormeurs, au risque de nous attirer de la part de l'*Assemblée nationale* des mauvais procédés dont nous avons déjà eu à souffrir de la part de ses amis du Nord.

Le bulletin russe que nous publions aujourd'hui nous apprend que la forteresse de Munkacz se rend aussi aux Russes. Après l'occupation de Klausenbourg, il ne resterait que Komorn et Peterwardein des forteresses hongroises qui tiendraient encore. Quant à la première, une partie de la garnison refuse de se rendre, mais on annonce que la majorité des troupes qui y sont enfermées a déjà quitté la forteresse et mis bas les armes à Gran.

Quant à la forteresse de Peterwardein, c'est le général russe Berg lui-même, connu pour son habileté diplomatique après la chute de Varsovie, qui est chargé de traiter avec le commandant de cette forteresse et de le décider à se rendre.

L'exemple donné par Gœrgey gagne toute l'armée hongroise, et chaque jour nous apprend de nouvelles soumissions. A l'instar de Gœrgey, presque tous les chefs militaires considèrent la soumission comme un acte de patriotisme, pourvu qu'elle soit faite aux Russes. Kossuth, Bem et Dembinski sont, d'après les dernières nouvelles, sur la route de Constantinople, et on annonce que les autorités turques elles-mêmes leur ont facilité le voyage.

COMMENT FINISSENT LES RÉVOLUTIONS.

Il est triste, un an et demi à peine écoulés, depuis la Révolution de Février, d'avoir à *rechercher comment les révolutions finissent* alors qu'on devrait n'avoir qu'à expliquer comment ces incendies se propagent en tout sens, consumant les abus séculaires et ne laissant debout que l'impérissable droit des Peuples.

Il faut bien pourtant, après avoir montré comment ont fini les Révolutions héroïques de Berlin, de Vienne, de Milan, de Florence, de Bade, de Hongrie, de Rome et de Venise, crier à la France, seule debout encore avec un reste de vie révolutionnaire, qu'elle se hâte si elle ne veut pas qu'une nouvelle invasion des barbares vienne écrire sur son tombeau : *Fin des Révolutions : le cratère est éteint*.

L'histoire des révolutions de ces deux dernières années peut se résumer dans ce mot : les Peuples savent vaincre, mais ils ne savent pas profiter de la victoire. Quand, à Berlin, Frédéric-Guillaume descendait de ses appartements royaux pour rendre honneur, chapeau bas, aux restes mortels des citoyens qu'il avait fait mitrailler la veille; quand Metternich, l'entêtement et la compression faits prince, fuyait devant l'insurrection viennoise; quand à Milan, à Florence, à Venise, à Rome, partout, pape, grand-duc, princes, maréchaux fuyaient éperdus, laissant derrière eux une longue traînée de sang, nous nous demandions comment l'Europe avait pu si longtemps courber la tête devant un despotisme qu'un souffle a suffi pour renverser. Loin de tomber en rois, ces chefs des Peuples n'avaient pas même su tenir aussi bien l'épée que le dernier de ces insurgés en guenilles qui venaient de faire irruption dans leurs palais, pieds nus, une arme de hasard au poing, un paquet de cartouches au fond de leur casquette.

Dans ces premiers moments de terreur panique, les peuples obtinrent tout ce qu'ils voulurent. En voyant avec quelle facilité leurs maîtres, la veille, devenaient leurs serviteurs le lendemain, ils se laissèrent aller à penser que tout n'était peut-être pas mauvais dans cette royauté si coulante sur les concessions, Le gant de velours leur fit oublier le poignet d'acier.

Donc partout où, par l'intermédiaire d'une bourgeoisie tracassière, mais peureuse au fond, intervint entre la royauté et la révolution une transaction *constitutionnelle*, la révolution n'eut que quelques jours de durée : le peuple fut désarmé, la bourgeoisie chamarrée de quelques broderies de cour, et tout ne tarda pas à reprendre le train accoutumé. La révolution ne produisit aucun résultat,

Ailleurs, le peuple fit un pas de plus et expulsa ses maîtres. A Venise, à Rome et dans les plaines de la Hongrie, la révolution arbora son drapeau, et le tint haut et ferme. Battue et en fuite, la royauté mit en réquisition ce qui lui restait de forces éparses et appela à son secours la tyrannie étrangère.

Par le bombardement, l'incendie, la famine, le pillage, la royauté montra aux Peuples ce qu'ils devaient attendre de sa haine : La *propriété*, la *famille*, la *religion*, objet de ses hypocrites respects, furent partout foulées aux pieds par la soldatesque enrôlée sous sa bannière; et tandis que la *dernière raison des rois* épouvantait les timides, ceux-ci, au nom de la prudence et de la modération, se glissant au pouvoir, en éliminaient peu à peu les patriotes, les abreuvaient de dégoût, puis, mettant en doute la possibilité d'une plus longue résistance, préparaient les voies à la Restauration.

Ainsi a fini la Révolution à Milan, à Venise, à Rome, en Hongrie.

Et ici une triste réflexion se présente à notre esprit. Si la Hongrie, malgré le génie de Kossuth, l'héroïsme de Bem, de Dembinski et de tant d'autres braves ; si Venise, malgré la fermeté de Manin; si Rome, malgré l'âme antique de Mazzini et le courage chevaleresque de Garibaldi, n'ont pu prolonger leur résistance, et ont dû enfin courber la tête devant l'aggression étrangère, qu'adviendra-t-il de la France au moment de la grande lutte, désormais imminente, alors que le soin de son honneur et la conduite de ses affaires sont confiés à des hommes notoirement hostiles à la Révolution, et qui ne sont arrivés au pouvoir qu'en combattant la République?

Tous les jours, les journaux démocratiques publient des détails sur la vaste conspiration légitimiste qui s'est organisée dans l'Europe entière. Malgré les démentis que les partisans du droit divin ne cessent d'opposer aux preuves les plus convaincantes, l'opinion publique juge trop bien la valeur de ces dénégations pour que nous ne mettions pas au grand jour toutes les pièces qui peuvent jeter quelques éclaircissements sur la manière dont ces messieurs entendent le droit des nationalités. Sans parler de l'appel au peuple, qui n'est qu'un leurre auquel personne ne se laisse prendre, nous croyons utile de démasquer tous ces attentats à la volonté populaire. En attendant de plus amples révélations, nous publions toujours la lettre suivante; nous l'extrayons de la *Nacion*, journal de Madrid :

» Hier même j'ai lu une lettre d'un célèbre jésuite espagnol, le père G... et mon attention fut appelée sur le paragraphe suivant :

» Suspends ton voyage à Buenos-Ayres, dit le révérend père à un autre père de sa compagnie. Je peux t'assurer que dans le commencement de la nouvelle année tu seras à Madrid avec nos bien aimés princes (Montemolin et ses frères). Les difficultés qui existaient entre la famille de Napoléon et l'empereur de Russie sont maintenant applanies, et, si les hérétiques français viennent à bouger, 400 mille hommes envahiront la France, et elle n'en sera pas quitte comme en 1815.

» L'année 1850 sera la première qui rendra à l'Europe son ancienne félicité et verra le rétablissement sur le trône de tous les souverains légitimes, en détruisant tous les gouvernements révolutionnaires. Notre général nous a fait rétablir dans tous les biens que nous possédions. Nos frères de Trieste ont prospéré d'une manière impossible à croire. Dieu a écouté les prières de ses fidèles serviteurs et a ouvert les yeux au pape sur toutes ses erreurs. »

Cette lettre vient d'Allemagne.

Le *Times* critique dans un long article toute la politique récente de lord Palmerston; il soutient que, si, dans les affaires de la Pologne, l'importance qu'on a attachée à leur arrangement au congrès de Vienne et le texte positif des traités permettaient indubitablement à l'Angleterre d'élever la voix pour protester, rien ne l'autorisait à émettre un avis officiel dans une querelle entre l'Autriche et la Hongrie, unies par des liens dynastiques depuis trois siècles; il termine en citant un passage de la presse allemande, où la réponse du prince de Schwartzenberg à lord Ponsonby, au sujet d'une note de lord Palmerston en faveur des Hongrois, réponse dont le *Times* ne prend pas sur lui de garantir l'exactitude, est représentée comme ayant été d'une hauteur vraiment méprisante.

Le *Globe*, organe de lord Palmerston, se contente de répondre en ricanant que le *Times*, ce champion si vaillant de l'Autriche, qui brave jusqu'à l'indignation du public pour la servir, aurait dû au moins faire vérifier d'abord en haut lieu le texte de la réponse qu'il cite, car enfin, si un pareil éclat s'était produit, il prouverait seulement que les hommes d'Etat d'un grand empire se seraient laissés aller à un mouvement de passion et de vanité blessée, inexcusable même sous le coup de la profonde humiliation que leur ont dû causer les récents triomphes de l'empereur de Russie en Hongrie.

PRUSSE.

L'association des ouvriers à Konigsberg a décidé, dans sa dernière séance, de publier un journal qui s'occuperait exclusivement des intérêts des prolétaires.

— La grande-duchesse Hélène est arrivée le 31 août à Berlin, et a continué immédiatement son voyage pour se rendre à Varsovie, auprès de son mari, le grand-duc Michel, qui est dangereusement malade.

Simonich, ambassadeur de Russie, dicte ou corrige les minutes que le premier ministre envoie aux gouverneurs des provinces persanes, et, comme de raison, il laisse la même latitude à son collègue britannique.

On vient de confier le commandement de l'artillerie à sir Henry Bethune, officier anglais au service de Perse depuis plusieurs années. Il la conduira à Téhéran après-demain, accompagné du capitaine Laugthon, officier de génie. Les *serbazes*, ou l'infanterie régulière, s'y doit rendre aussi, avec le chah et les deux ambassades, dont la présence dans le camp vaut seul une armée.

Un européen qui n'aurait vu que les pays civilisés de la chrétienté ne saurait jamais se faire une idée juste de la manière dont les affaires se font ici. On y marche de surprise en surprise et du plus irréfléchi, du plus précipité au plus sérieux et au plus adroit en même temps. Du sublime au ridicule il n'y a qu'un pas, or c'est précisément cet espace étroit que les hommes d'état de Perse enjambent sans cesse. Le caractère du kaïmakam offre un de ces types qu'il n'est donné à l'homme de voir qu'une fois dans la vie. C'est un des poètes les plus distingués et un des plus érudits arabisans de son pays. Ses lettres et son écriture passent pour autant de modèles de style et de calligraphie. Sa mémoire extraordinaire supplée au défaut d'ordre et de principes. Sa présence d'esprit est des plus remarquables. Comme des 56 années de sa vie il en a déjà passé plus de la moitié au service diplomatique, il sait toujours répondre à tout avec plus ou moins d'à-propos dans ses relations avec les ambassadenrs.

Il est poltron et n'en fait aucun mystère. Hier encore il demandait à sir H. Bethune : « Avez-vous vu le canon gigantesque pris sur les Turcs par Nadir chah, et que le feu chah a fait placer devant la grande porte de son palais à Téhéran? Qu'en pensez-vous? Si ces coquins de Téhéraniens ne veulent pas nous recevoir dans les murs de la capitale, une seule décharge de leur canon peut anéantir des milliers des nôtres ! »

Il est menteur, et il s'en vante souvent. Il y a quelques semaines que le général Simonich lui disait entre autres choses ; « Le gouvernement de Russie ne craint personne, n'a besoin de personne, et par conséquent ne trouve aucune utilité à dire des mensonges. » Le kaïmakam répondit : « Le gouvernement persan craint tout le monde et il a besoin de tout le monde; jugez donc, mon général, si je ne suis pas digne de vos louanges en vous disant toujours la vérité! »

Il répète souvent qu'il en est du mensonge dans les relations quotidiennes entre les hommes, comme du sel pour les comestibles. « Une conversation qui n'est pas de temps » à autre assaisonnée par un mensonge spirituel devient » fade, languit et finit par ennuyer. Inventer des mensonges est le meilleur moyen d'exercer l'intelligence. » Un jour après avoir écouté attentivement le récit des roueries d'un escroc persan, qui ne vivait que de l'argent qu'il extorquait à force d'intrigues et de tromperies : « C'est un homme d'esprit, ajouta-t il, je lui trouverai de l'emploi. » Tout le monde sait que, lors des conférences au sujet de la fixation d'indemnité que la Perse devait payer à la Russie pour frais de sa dernière guerre avec cette puissance, le kaïmakam, ne voulant pas donner de réponse précise, se mit tout d'un coup à crier à tue-tête : « Ah les coliques! ah ces maudits melons du déjeuner! » et se tenant les flancs, il courut vite monter à cheval et s'enfuit à bride abattue dans son harem. Pendant trois ou quatre jours sa porte resta interdite à tout le monde. Il écrivit seulement à un des secrétaires de l'ambassade qu'après l'accident malencontreux qui lui était arrivé dans l'hôtel de l'ambassadeur, il n'osait plus reparaître en public par crainte du ridicule, et qu'il se verrait obligé de rester encore quelques jours chez lui pour faire oublier la cause de son départ précipité.

Il est occupé la plupart du temps à écrire, car il ne veut confier à personne le soin de sa correspondance sérieuse, toute nombreuse et toute variée qu'elle soit. L'écriture chiffrée est très fort de son goût; il en a de plusieurs façons, en compose lui-même les alphabets et les déchiffre lui-même. Ce qui fait qu'il possède à lui seul le secret des affaires. Les courriers ne s'adressent qu'au kaïmakam en personne. Tout le monde, y compris le chah lui-même, se plaint de ce que le ministre monopolise ainsi toutes les affaires. On dit même que le chah est déjà las de cette dépendance où il se trouve vis-à-vis de son beau-frère; mais il craint que le manque de confiance n'éloigne de sa cour un homme aussi habile; aussi fait-il contre fortune bon cœur.

On raconte le fait suivant, arrivé il y a quelques jours. Le chah se trouvant à la fenêtre de son pavillon au jardin de *Bagui-chémal*, un chat favori l'importunait dans ses occupations; chassé, il revenait, s'étendait sur les papiers du roi et l'empêchait d'écrire.

Le domestique chargé de le porter dehors s'assit derrière un rideau qui le séparait du maître, et, oubliant qu'il s'en trouvait aussi rapproché, se mit à caresser le chat et à lui parler ainsi : « Vilain matou, pourquoi vas tu importuner le chah? Solliciterais-tu quelque faveur? Bête que tu es, tu n'en obtiendras rien; va plutôt flatter le kaïmakam; sans sa permission, le roi ne peut même pas boire d'eau. » Il n'eut pas le temps de finir le monologue, il devint pâle comme la mort devant le roi, qui lui demanda d'une voix courroucée ce qu'il venait de dire. Après s'être amusé quelque temps de la frayeur du coupable, il se mit à rire et lui pardonna.

IV.

Tauris, 1er novembre 1834.

Mohammed Khan, le généralissime de l'infanterie régulière (*Emiri Nizam*), arriva avec une partie de ses troupes, et fit dresser ses tentes dans la plaine de *Yanec*, contiguë au faubourg et jardin de Bagui-Chémal. La veille de son arrivée, le roi fit aussi dresser ses tentes au milieu des forêts d'amandiers de ce jardin, les astrologues l'ayant averti que l'heure était propice pour sortir *extra muros*.

Le jeune Mohammed chah se moque parfois des prédictions de l'astrologie, quoiqu'il n'ait pas assez de force pour ne pas s'y conformer en des occasions aussi graves que l'expédition projetée. Il ne rentrera plus en ville et se considère comme déjà arrivé à la première étape.

Au reste les astrologues disaient toujours qu'il était né sous la constellation de *Merrikh* (Mars), et que l'influence de son horoscope était des plus puissantes. Son maître de cérémonies, Mirza Hussein Khan, astrologue enthousiaste et fort superstitieux, veille à l'exactitude de la mise en exécution de tout ce que sa science favorite recommande. C'était un des plus vieux et des plus fidèles serviteurs de feu Abbas Mirza, mais il aimerait mieux quitter le service que de voir son prince désobéir aux injonctions du calendrier astrologique; or, le roi cède toujours, moitié par superstition, moitié par complaisance pour son vieux et fidèle serviteur.

Il est convenu qu'on se mettra en route avant que de réunir toutes les troupes disponibles. Elles nous rejoindrons chemin faisant. Voici l'effectif du *nizam* (infanterie régulière) qui se trouve actuellement dans le camp de l'Emiri Nizam :

1° Premier bataillon, ou la garde (*foudji-ewèle* ou *khassé*), 1,200 hommes. Il est composé entièrement de déserteurs de l'armée russe du Caucase. On l'appelle aussi le bataillon des héros (*béhadirane*), Un sergent russe, Sevarzov, qui a fait preuve de fidélité et de talents militaires, les commande. Le feu prince héritier l'éleva au rang de *serheng* (colonel) et lui fit épouser une femme arménienne du pays, sans exiger qu'il changeât de religion. Le seul changement que le prince se permit fut de lui donner un nom biblique, Samson, emblême de force et de courage. Il jouit aujourd'hui de 20,000 fr. d'appointements avec le titre de khan. Quoique le commandement se fasse en langue russe, on a adjoint à ce bataillon, à titre d'instructeur, le capitaine Shee, officier de l'armée indo-britannique. Les soldats du bataillon, russes et polonais, tous bien aguerris et passés maîtres dans l'art de manier les armes, se moquent sous cape de cette apostille britannique dont ils n'ont aucun besoin.

Ils ont déjà rendu des services éminents au prince, qui, de son côté, n'oublie rien pour se les attacher par des liens de sympathie et d'intérêt. Ils sont parfaitement libres en ce qui concerne les convictions religieuses, Samson Khan ayant dans sa maison une chapelle et un prêtre chrétien. Ceux qui veulent se marier reçoivent des frais de fiançail sur la cassette privée du prince. Ils ont conservé leur uniforme russe et le prestige attaché au nom de l'armée qui

HONGRIE.

Vingt-troisième bulletin de l'armée russe.

Le général Lüders rapporte que les Hongrois qui avaient déposé les armes près de Deva ont été envoyés sous escorte dans la forteresse de Karlsbourg. Leur détachement se composait de 5,000 hommes, et ils avaient 42 pièces de canons avec 40 fourgons. Quant aux officiers qui commandaient ce détachement, ceux-ci ont été envoyés, ainsi que les chevaux de cavalerie, à Hermanstadt et remis à l'autorité autrichienne. Outre cela, on leur a renvoyé de Karlsbourg 32 pièces de canons et 38 fourgons. Le général Lüders ayant laissé près de Deva une division d'infanterie avec l'artillerie et un régiment de lanciers sous les ordres du général Gasford, pour désarmer définitivement les détachements à Hatzeg et pour occuper le défilé sur la Marosz, s'est porté lui-même avec le reste de son corps sur la ville de Szasvaros.

D'après le rapport du général Gasford du 21 août, le mejor Trumer, commandant l'avant-garde du détachement hongrois à Hatzeg, invité à se rendre et informé que le colonel Beker avait déposé les armes à Deva, voyant enfin notre armée s'approcher, s'est aussi décidé à se rendre. Ses armes et ses canons seront envoyés à Szasvaros.

Le troisième corps de l'armée autrichienne du général Haynau, commandé par le général Ramberg, est entré le 19 août à Deva. A la suite des explications qui ont eu lieu entre lui et le général Luders, on est convenu qu'aussitôt que le général Gasford aura désarmé les détachements hongrois, le troisième corps autrichien viendra occuper la ville de Milenbach et toute la vallée de la Marosz jusqu'à la frontière du Banat, tandis que les troupes du général Luders prendront leurs cantonnements à Reismark, Hermanstadt et Fogarasz afin qu'elles puissent s'approcher de leurs magasins et de leurs hôpitaux et faciliter en même temps aux troupes autrichiennes de s'approvisionner.

Quant à l'armée principale, elle gardait les mêmes positions les 21, 22 et 23 août, à l'exception des troupes du général Zas.

Le général Rudiger rapporte que le détachement hongrois de Veczej, qui s'est rendu à lui à Borosz-Jeno, comptait 505 officiers et 7,443 soldats avec deux pièces de canon, quinze drapeaux et 1,067 chevaux. Les canons abandonnés par ces insurgés, dans les montagnes, se trouvaient déjà entre les mains des Autrichiens. Le comte de Veczej lui-même est arrivé avec 2,000 hommes directement à Groswardein, où il a déposé les armes.

Le général Berg rapporte que le corps hongrois de Lazar s'est rendu avec 19 pièces de canon au général autrichien Simbschen, près de Karanszebem. Le général Simbschen a ordonné de poursuivre les débris de ce corps, qui se retirent vers Orsova, et qui se composent des légions polonaises et italiennes.

Le général Karlowicz, qui a été envoyé pour soumettre les comitats situés au nord-est, arrivé le 18 août devant Munkacz, a été informé qu'un détachement d'insurgés commandé par Kosinez s'en est éloigné se dirigeant vers Sigeth, et que le commandant de cette forteresse, ayant appris la soumission de Gœrgey et des autres corps, s'offrait de la rendre. Trois officiers arrivés dans ce but le 22 août de Munkacz à Groswardein, s'en retournent munis d'une lettre de Gœrgey. On peut ainsi espérer qu'aussitôt après leur arrivée la soumission de la garnison aura lieu. En attendant, le général Karlowicz a pris ses positions près de la forteresse, sur la rivière Latorcza. A l'approche du général Karlowicz, les paysans armés malgré eux, qui s'étaient rassemblés sur les bords de Jasenc et Latorcza, sont retournés chez eux, de sorte qu'aucune bande d'insurgés ne se trouve plus dans toute l'étendue traversée par le général Karlowicz, depuis la Theiss jusqu'à Munkacz, et depuis cette dernière ville jusqu'à Stryï.

Tous ces derniers événements ayant rendu superflue la présence des troupes du général Zas à Klausenbourg, ce général a reçu l'ordre de revenir à Groswardein ; quant au détachement du colonel Mielnikow, il continue à occuper Bucza.

Le général Selvan rapporte que les escadrons du régiment des montagnards caucasiens ont rétabli, le 10 août, l'ordre à Ungvar où ils ont pris beaucoup d'armes et dix petits drapeaux.

Le même général annonce qu'ayant appris qu'un détachement ennemi, arrivé de Munkacz avec 200 cavaliers, 800 hommes d'infanterie et quatre pièces de canons, commandé par Rembowski, s'est montré, le 13 août, à Ungvar, s'y est porté d'Eperies avec un bataillon, trois escadrons et quatre pièces de canon. Arrivé près de Ungvar, le général Selvan rencontra l'ennemi, le dispersa et prit la ville. On a tué à cette occasion à l'ennemi 40 hommes et fait 14 prisonniers. Nous n'avons eu que quatre hommes égarés, trois hommes blessés et quatre chevaux tués. Le général Selvan a fait dans cette expédition des marches forcées puisqu'il a parcouru dans les 40 heures près de 90 werstes (25 lieues).

— On mande de Presbourg : La plupart des soldats qui rentrent dans leurs foyers accusent Gœrgey de trahison. On dit qu'il avait forcé Kossuth à abdiquer, et qu'au lieu de couvrir Arad il avait pris du repos à Groswardein pendant cinq jours, de sorte que l'aile gauche a dû opérer seule.

— Le 21 août, trente voitures ont déposé dans le château de Presbourg un nombre considérable des prisonniers politiques parmi lesquels plusieurs dames.

— On mande de Jassy qu'une légion polonaise, composée de 800 hommes, a mis bas les armes sur la frontière de a Moldavie.

— On évalue le nombre des canons que les Hongrois possédaient et qu'ils possèdent encore en partie à 2,500.

AUTRICHE

Le *Correspondant de Bucharest* écrit, d'après les rapports des voyageurs arrivés de Kronstadt, que Bem a été arrêté, sans pourtant préciser la date ni les détails.

— D'après le *Lloyd*, la mère de Kossuth, ses trois petits fils et l'épouse de Guyon auraient été arrêtés le 26 août, dans le comitat de Wesprim. On a emmené ces prisonniers sous escorte pour les envoyer à Vienne.

— Le général Haynau continue à tyranniser les populations. Il a ordonné aux communes juives du Banat de livrer à son armée, 100,000 havresacs, 10,000 manteaux, 15,000 paires de souliers et des bottes, et c'est pour les punir des sympathies qu'il avaient manifestées pour la cause des Hongrois. Le général Schlick a aussi imposé d'une manière extraordinaire les juifs d'Arad ; mais les habitants chrétiens ont déclaré qu'ils voulaient partager cette charge, ayant toujours considéré les juifs comme leurs frères. Les juifs ont répondu à cet acte généreux de la part des chrétiens en déclarant qu'ils voulaient tous se faire baptiser.

Le *Lloyd* ajoute à cette nouvelle que les habitants de la ville d'Arad se sont déclarés insolvables, toute leur monnaie consistant en papiers de Kossuth.

— On assure que la haine des Hongrois contre les Autrichiens est extrême. Si nous ne pouvons pas être Hongrois, nous préférons être Russes, est le cri presque général dans les débris de l'armée et parmi les habitants.

La mésintelligence entre les Russes et les Autrichiens en Hongrie ne date pas seulement de la soumission de Gœrgey aux Russes. La mission du prince Schwartzemberg à Varsovie avait déjà eu pour but de se plaindre contre Paskiewicz. Cette plainte, qui a déplu à Nicolas, a encore augmenté les animosités réciproques. En mettant la Hongrie aux pieds de son monarque, Paskiewicz savait ce qu'il disait. Le sujet principal des plaintes des Russes, c est la négligence des Autrichiens dans l'approvisionnement des troupes russes. Le gouvernement autrichien répondait à ces plaintes en accusant de vol les employés de l'intendance russe. Les façons grossières du général Haynau ont contribué à augmenter ces dispositions, dont les Hongrois veulent profiter.

La mésintelligence se manifeste dans le sein du ministère autrichien lui-même ; car, tandis que Schwartzemberg met toute sa confiance dans l'alliance russe, les autres ministres s'en défient et ne cessent de la déplorer. Nous croyons qu'il faut chercher la cause principale de la haine réciproque qui anime les deux armées, dans la sympathie des Russes pour la cause des Hongrois.

ITALIE

Piémont. — TURIN, 31 *août*. — La chambre des députés dans sa séance d hier a entendu le rapport de M. Ratazzi sur le monument à ériger à Charles-Albert. Ce monument consistera en une statue colossale en bronze. Un crédit de 300 mille francs est ouvert au ministre des travaux publics pour l'exécution ; tous les artistes italiens sont invités à concourir ; l'auteur du rojet qui méritera la préférence recevra une indemnité de 20 mille francs.

Le député Buffa a lu son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'accorder un subside aux émigrés italiens réfugiés en Piémont. Ce rapport, rempli de tristesse et de dignité, concluait ainsi : « En face de la féroce oppression exercée par l'étranger, il faut protester non-seulement par les paroles mais par les actions, et tendre une main secourable à nos frères italiens opprimés. »

Sur la demande du député Valerio, la loi a été mise immédiatement en discussion. Aucune voix ne s'est élevée pour combattre le rapport. Sur l'interpellation de Mellana, le ministre de l'intérieur a déclaré que cette loi n'était que provisoire, et que le ministère avait pensé aux moyens d'accorder un secours plus efficace à l'émigration, qu'à cet effet il avait fait des recherches pour lui faciliter les moyens de coloniser les cantons incultes de la Sardaigne.

Le député Josti propose de déclarer en principe que le Piémont est ouvert à tous les Italiens qui ont combattu pour l'indépendance de l'Italie, sans distinction.

Le député Brofferio appuie la motion précédente. Invité par son auteur à la formuler, il la rédige ainsi :

« Tous les émigrés italiens qui auront perdu leur patrie, pour la cause de la liberté italienne, seront reçus en Piémont et mis sous la sauvegarde des lois constitutionnelles. »

Le député Rattazzi propose la question préalable, et donne pour motif les raisons de prudence alléguées par le ministre.

Brofferio consent, pour le moment, à retirer sa proposition, dans l'espoir qu'un projet de loi plus complet sera prochainement présenté. Il conclut par ces belles paroles : « Ce n'est pas une aumône, c'est une patrie que nous devons donner à nos frères qui ont souffert pour la liberté. »

La loi mise aux voix a été votée à l'unanimité.

Parme. — Dans un village éloigné de Parme, seulement de deux milles, la force publique ayant arrêté un soi-disant factieux, la population se souleva et délivra le prisonnier. Cent cinquante Croates furent aussitôt expédiés de Parme pour châtier ces mal intentionnés; le pays fut frappé d'une amende de 2,000 fr., et la municipalité dut payer 1 fr. par jour à chaque soldat. Quelques uns de ceux qui s'étaient fait remarquer par leur effervescence furent arrêtés ainsi que deux femmes, et on leur appliqua publiquement la bastonnade sur la place publique. Depuis que l'empereur d'Autriche a fraternisé avec le czar, le knout a détrôné les tribunaux dans tous les pays de l'Italie occupés par les Autrichiens. (*Il Censore.*)

Vénétie. — VENISE. — Le traité pour la capitulation de Venise a été fort mal accueilli par une grande partie du peuple et par la troupe en particulier. Cette capitulation était repoussée sans qu'on voulût entendre aucune observation Le bataillon lombard était le plus exaspéré, et l'on a été presque sur le point de reprendre les hostilités. Le gouvernement et la majorité de l'assemblée sont parvenus cependant à faire comprendre à ces braves champions de l'indépendance italienne que toute défense était devenue impossible, et ils courbèrent la tête sans plus prononcer une parole.

Le 27 août, la commission gouvernative a publié l'avis suivant :

« Le délai pour le départ des navires destinés au transport des individus qui devaient quitter Venise le 27 est prorogé jusqu'au 28, six heures du soir.

« Aujourd'hui, 27, le départ des courriers aura lieu comme à l'ordinaire, sans affranchissement pour les provinces lombardes et vénitiennes, et avec les taxes accoutumées pour l'étranger. »

Toscane. — FLORENCE, 25 *août*. — La grande question actuelle pour notre gouvernement est celle de savoir s'il conservera oui ou non la Constitution, et s'il imitera l'exemple du Piémont ou celui du roi de Naples. Les capitalistes ont des idées bien arrêtées à cet égard. Le gouvernement est à sec et il lui faut un emprunt ; mais ils ne veulent desserrer les cordons de leur bourse que lorsqu'il aura été pris une décision. Conserverez-vous la Constitution, disent les banquiers ? Dans ce cas réunissez les chambres et demandez-leur l'autorisation de conclure l'emprunt.

En attendant le ministère a recours pour la dixième ou douxième fois au banquier anglais Bonfil, qui lui a fait une avance de 500,000 fr.

Le ministère cependant n'est pas unanime dans ses tendances réactionnaires. Le duc de Casigliano Baldasseroni et Mazzei professent des opinions libérales et menacent de se retirer ; en revanche le sieur Capoquadri, jadis si connu pour l'intempérance de ses opinions, Laceducci et Boccella se sont prononcés pour l'absolutisme.

27 *août*. — Tenez pour certain que le gouvernement toscan a pris la résolution de convoquer les chambres. L'ouverture du parlement serait fixé au mois de janvier 1850.

LIVOURNE, 27 *août*. — Bien que la ville soit très tranquille, et qu'il n'y ait point la moindre apparence de désordre, la chambre du commerce a deman é pour trois mois la prolongation de l'état de siége.

Etats romains. — ROME, 25 août. — Le mécontentement de la population est universel, et même dans le clergé il y a un bon nombre de prêtres qui désapprouvent la conduite du gouvernement actuel. C'est en vain que l'on espère repousser les idées par la force des baïonnettes.

Comme il est naturel, la conduite de la commission pontificale porte ses fruits, et le mécontentement augmente tous les jours. Il gagne même les Français. Dernièrement un cardinal passait près Saint-Eustache; quelques officiers qui se trouvaient là réunis ne lui adressèrent pas le moindre salut, et se permirent même quelques plaisanteries à l'adresse de son éminence. Quelques jeunes Romains de familles distingués qui se trouvaient là tendirent cordialement la main à ces officiers.

Mercredi dernier, les officiers de notre 2e de dragons rendirent un dîner aux officiers de la brigade Molière. L'accord le plus parfait régna parmi eux. On n'y parlait que du désir de se battre pour la cause de la liberté.

GAETE, 21 *août*. Les affaires marchent ici comme à l'ordinaire. Les diplomates épuisent tous leurs moyens de persuasion pour faire aboutir les négociations à une issue raisonnable ; mais tous leurs efforts n'y peuvent rien. M. de Rayneval n'obtiendra pas la moindre concession, tant que la cour de Gaëte sera empestée de tout ce qu'il y a de plus abject et de plus factieux dans le parti rétrograde.

La conscience du pape est tiraillée dans tous les sens par les doutes et les soupçons dont l'abreuve toute cette tourbe noire et impure. Non seulement les séculiers qui ont donné mille preuves de dévoûment au pape et à la papauté, mais encore les bons prêtres, les prélats honorables, amis de la civilisation chrétienne, sont en butte à mille soupçons.

Le croirez-vous ? M. de Falloux lui-même est devenu suspect, et l'on tend autour de lui mille embûches.

SUISSE.

Le département fédéral de justice et police demande aux cantons une nouvelle liste des réfugiés, parceque leur nombre et leur séjour ont changé. Des 9,000 réfugiés qui étaient en Suisse, il reste encore 6,000 environ.

— Le commissaire fédéral annonce aux cantons qu'aux frontières du Wurtemberg et de la Bavière aucun réfugié ne peut passer, s'il n'est citoyen de l'un ou l'autre royaume.

ILES BRITANNIQUES.

Angleterre. — LONDRES, 3 septembre, *midi*. — Les consolidés se cotaient à 92 3/8 5/8 pour la livraison de demain et à 92 1/2 5/8 pour compte.

Trois heures. — Les consolidés ferment à 92 1/2 pour compte.

Des troubles ont eu lieu au Canada. Les nouvelles ne vont que jusqu'au 20 août. Il paraît que les autorités locales avaient fait le 15 quelques arrestations de personnes impliquées dans l'émeute qui amena la destruction du palais du parlement. Ces arrestations ne provoquèrent nulle résistance.

Le même soir cependant la populace avait attaqué la maison du ministre Lafontaine. Des soldats qui y étaient cachés firent feu et un homme nommé Masson fut tué. Quelques barricades s'élevèrent, la troupe les démolit et le peuple se dispersa. On fit des funérailles à Masson, le cercueil était tendu de rouge. L'investigation du coroner à ce sujet eut lieu le 20; au moment où Lafontaine faisait sa déposition on mit le feu à l'Hôtel de Ville. Les troupes étaient en mouvement, et les choses en étaient venues au point qu'un rien pouvait amener une révolution, et cela d'autant plus facilement que le ministère et la troupe étaient décidément en désaccord. Il semblerait qu'il ne restât plus au ministère qu'à se retirer.

ESPAGNE.

MADRID, 30 *août*. — Le ministère espagnol, s'il n'est pas ébranlé, se trouve du moins très discuté. Les journaux progressistes ont accepté le général Narvez de faiblesse dans sa lutte avec M. Mou. Mais voici le *Heraldo*, journal ministériel s'il en fut, qui soutient avec arrogance que jamais le président du conseil ne s'est montré plus audacieux et plus vaillant que dans la circonstance présente, où on l'a cru prêt à fléchir devant ses ennemis.

Mais ne sait-on pas, dit la *Nacion*, qu'il y a deux politiques dans le sein du cabinet, deux politiques ennemies et irréconciliables ?

Ces deux politiques étaient représentées par MM. Narvaez et Mon. Chacun des deux membres du cabinet avait ses partisans et ses ennemis. Lorsqu'après plusieurs escarmouches la bataille s'est engagée, tout à coup un armistice a été conclu, dans lequel chacune des deux armées reste l'arme au bras, et conservant toujours ses chefs.

M. Pidal, qui est resté au ministère, est aujourd'hui le chef du parti opposé à M. Narvaez. Il remplace M. Mon pour le court espace de temps pendant lequel le député des Asturies va se délasser de ses campagnes financières et politiques. Mais bientôt les deux ennemis se retrouveront face à face à la tête de toutes leurs forces.

Il semble qu'un rapprochement veuille s'opérer entre le parti progressiste, et le parti franchement démocratique ; nous les félicitons tous les deux de ce rapprochement.

On parle aussi à Madrid des desseins et des menaces de S. M. le czar de toutes les Russies. Les espérances de quelques fanatiques commencent à renaître, et ils attendent la venue des Cosaques pour voir relever le trône du fils de don Carlos. Les fiers Castillans semblent prendre avec assez de gaîté l'attente de cette invasion.

Quelques bruits circulent aujourd'hui sur la réorganisation du nouveau ministère. On dit que décidément M. Bravo Murillo conservera les finances, que M. Roca de Togores prendra le ministère des travaux publics et que le comte de Vista-Hermosa prendrait le ministère de la marine. Enfin on va jusqu'à prétendre que M. Pidal sortira du ministère et que M. Quiuto sera nommé ministre de l'intérieur.

NOUVELLES DIVERSES.

Le *Moniteur* dans sa partie officielle ne contient que le décret suivant :

» Par décret rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur, en date du 3 septembre 1849, le président de la République a nommé sous-préfet de l'arrondissement de Segré (Maine-et-Loire) M. Gros, avocat, en remplacement de M. de Clerval, décédé.

— Le *Progrès de l'Aube* avait dernièrement publié une prétendue lettre adressée par le citoyen Proudhon au président du Congrès de la paix. Nous ne l'avons pas reproduite parce que nous doutions de son authenticité. Aujourd'hui nous trouvons dans le *Temps* la lettre suivante :

« Conciergerie, 1er septembre.

» Monsieur,

» Vous avez deviné juste. La lettre que vous avez rapportée, dans votre numéro d'hier, d'après le *Progrès de l'Aube*, n'est pas de moi. Je n'ai point écrit au *Congrès de la paix* ni à son honorable président. Je n'en suis pas, Dieu merci ! aux niaiseries de l'abbé Saint-Pierre; et, si je crois que la guerre doive être abolie un jour entre les hommes, j'attends ce résultat de causes un peu plus profondes que la tolérance mystique dont MM. Deguerry et Coquerel ont donné un si édifiant exemple, et le libre échange préconisé par Cobden. La paix universelle est comme la richesse universelle : elle existera quand il n'y aura plus ni opprimés ni exploités. Or, c'est à quoi le pape et les rois, ses bien-aimés fils, ont mis bon ordre.

» Le *Congrès de la paix* n'est à mes yeux que le commencement de la Sainte-Alliance doctrinaro-jésuitique contre l'invasion des idées démocratiques et sociales, une jonglerie malthusienne. A ce titre, vous pouvez tenir pour certain, monsieur le rédacteur, que je lui réserve autre chose que des compliments.

» Salut et fraternité. P.-J. PROUDHON.

— Une scène assez étrange s'est passée aujourd'hui rue Saint-Florentin, en face de l'ancien hôtel de M. Talleyrand de Périgord.

M. Hormann, sous-chef de la police de New-York, qui est à Paris pour s'emparer de deux faussaires célèbres qui ont contrefait en grand les billets de plusieurs banques des Etats-Unis, passait dans la rue Saint-Florentin vers une heure, quand, prenant une lithographie dans son portefeuille; il s'écrie : C'est lui ! et au même instant, avec l'aide d'un agent qui l'accompagnait, il dit à un étranger d'assez bonne mine qui passait : « Vous êtes un des faussaires de New-York, je vous arrête. » L'étranger. fort étonné de cette apostrophe, dit à M. Hormann qu'il se trompait, qu'il

---

les a formés. Plus d'une ville révoltée s'est rendue pour ne pas avoir les Russes dans ses murs. Dans la dernière campagne khorassienne, on a vu les assiégés de la forteresse de Maïdan jeter des seaux d'eau sur le cadavre d'un des soldats polonais, afin qu'il n'*éclatât pas comme une bombe*. « Cet homme-fusil, disaient-ils dans leur langage emphatique, se défendait si longtemps, et il fit pleuvoir tant de balles sur nous à lui seul, que nous sommes convaincus qu'il est tout rempli de poudre inflammable; chacune des phalanges de ses doigts n'était qu'un petit pistolet chargé à balle. « On sent s'il est de l'intérêt du prince persan de se faire servir par de pareils hommes fusils! Ils sont habillés, armés et logés aux frais de l'état. Chaque soldat reçoit 12 fr. 50 c. de solde par mois.

2° Le 2e bataillon de la garde (*douïumi khassé*) 850, colonel Kassim Khan. C'est un débris de douze bataillons modèles, formés par les officiers français de la grande armée. Ces *serbazes* (soldats d'infanterie), enrôlés dans les villages de la banlieue de Tauris, sont d'extraction turque, race conquérante. Ils détestent les Persans proprement dits, race conquise. Ils parlent entre eux le turc oriental, qui est la langue de la dynastie régnante. Leurs officiers, parvenus aux grades par faveur ou intrigue, manquent d'éducation préalable; ils ne savent que ce qu'ils ont appris chez les officiers anglais, attachés à leurs bataillons comme instructeurs. Conduits par des chefs mieux instruits, les serbazes feraient les meilleures troupes du monde. Ils sont braves, dociles, intelligents et sobres. Mohamed Chah, qui a fait plusieurs campagnes avec eux, est très aimé dans ce bataillon.

3° *Foudji douioumi nizam*, ou le • bataillon d'infanterie de ligne, 850 hommes, enrôlés dans le district Aderbaïdjanien de Makou. Un des nobles du même district, Mohammed-Khan, le commande.

4° *Foudji nukumi Khoï*, ou le 9e bataillon de Khoï, 800 hommes, enrôlés dans le district aderbaïdjanien de Khoï, sous la conduite de Mahmoud Aga, fils du gouverneur de ce district,

En résumé, 3,650 baïonnettes d'infanterie régulière, sans compter une fraction de Karadaguis et les canonniers qui accompagnent les 14 pièces de campagne de sir H. Bethune. Voici tout ce qui nous reste aujourd'hui de disponible; encore un débris des douze bataillons de serbazes d'Aderbaïdjan, instruits à l'européenne et au complet en 1820 ! On sait que ce sont les officiers de Napoléon, venus en Perse avec son ambassadeur le général Gardanne, qni ont formé le noyau de cette belle armée qui devait d'un côté tenir en échec les Russes, tandis que de l'autre côté l'empereur marcherait par la Perse à la conquête des Indes. Les temps ont depuis singulièrement changés.

Les Russes et les Anglais ont su persuader aux Persans que Napoléon, qui n'était qu'un de ces conquérants de l'espèce d'Attila, a emporté avec lui dans le tombeau la puissance et la grandeur de la France; qu'au plus fort de son pouvoir ils l'ont écrasé comme ils écraseront la Perse et la Turquie, si tel est leur bon plaisir. La France d'aujourd'hui ne peut rien et ne veut rien entreprendre pour continuer l'ancien renom de ses hauts faits dans ces parages. En effet, les ambassades de France, qui ont depuis paru deux ou trois fois en Perse, n'étaient rien moins que propres à relever la gloire du nom français dans l'opinion des Orientaux. Nous parlerons ailleurs du triste rôle que le gouvernement de Louis-Philippe y avait fait jouer à ses officiers, venus de Paris à Téhéran avec Hussein-Khan. Mais n'anticipons pas sur les événements.

Les troupes demandaient qu'on leur payât la solde arriérée. Sir John Campbell ne voulait pas prendre à sa charge la totalité de la somme en réquisition, d'autant plus qu'il avait appris que le kaïmakam avait reçu, dans le courant des quatre derniers mois, environ deux millions de francs (163,000 tomans) de la part des solliciteurs de places et de ceux d'entre les princes qui voulaient se ménager un bon accueil à la cour du chah, que tout le monde savait déjà être appuyé par la Russie et l'Angleterre.

Selon son habitude, il ne refusait jamais rien; il promettait tout et ne s'inquiétait pas beaucoup de la possibilité de répondre à toutes ces réclamations, souvent hostiles aux intérêts de son maître. Il n'avait pas sans doute l'intention de le trahir; au contraire, il allait souvent l'avertir de toutes ces choses, s'égayer avec lui aux dépens des crédules donateurs. Sir J. Campbell eut plusieurs entrevues avec le kaïmakam, où il lui reprochait vivement son avarice et son manque de bonne volonté à sacrifier une partie de ces gains illicites à l'avancement d'une affaire d'où dépendait l'avenir du chah. Le rusé ministre se disait pauvre comme Job : il avait déjà compris que l'Angleterre ne reculerait devant aucun sacrifice pécunaire, non pas qu'elle eût à cœur le succès de Mohammed-Chah, qu'elle savait dévoué aux Russes, mais pour prévenir l'intervention armée de la Russie en Perse. Il savait très bien qu'il y a deux ans le duc de Wellington, à la chambre des lords, avait publiquement reproché à lord Grey de n'avoir pas su empêcher le débarquement des Russes en Turquie.

Il savait que le cabinet de Saint-James saurait gré à son représentant d'avoir non seulement prévenu l'intervention mais encore d'avoir confié en quelque sorte la conduite des troupes persanes aux officiers anglais. En effet, tout le détachement britannique, envoyé des Indes pour l'instruction de l'armée de Perse, son chef, le colonel Pasmore, les capitaines Sheil (1), Farrant, Laughton, Shee, Kawlinson (2), et leurs treize sergents, étaient présents dans le Nizam. Tout en refusant d'aider de sa bourse la liquidation des arriérées, garanties presque officiellement par sir J. Campbell, le kaïmakam veillait à ce qu'en premier lieu la solde des officiers anglais fût intégralement payée, et les comblait de prévenances. Au reste les officiers n'avaient pas d'influence réelle dans la troupe. Ils étaient honnêtes, dépensaient beaucoup, faisaient des cadeaux : on les tolérait ; mais dans un mouvement populaire, leur voix n'aurait pu être exécutée. Le peuple disait : « Les Russes ont la force, les Anglais ont l'argent, » et il n'aimait ni les Russes ni les Anglais.

V.

Tauris, 2 novembre 1834.

Le résultat de la dernière entrevue à huis clos de sir J. Campbell avec le Kaïmakam, commence à transpirer. Le but double du visir astucieux se dessine de mieux en mieux : faire échouer les tentatives d'une révolte dans l'armée, moyennant l'argent obtenu par l'entremise des Anglais, et en même temps réussir à obtenir la remise d'une partie de la dette du trésor de Perse à la Russie. Le kaïmakam espère y parvenir en prétextant l'état précaire des finances du jeune chah. Ce qu'il ne sait pas, c'est que les Russes ne veulent pas sérieusement intervenir et qu'ils ne dépenseront pas une obole pour Mohammed chah, qui sans eux n'aurait jamais été nommé héritier présomptif, et par conséquent chah. C'est le jeu au plus fin.

Aujourd'hui le général Simonich était allé voir dans le camp, d'abord le chah, puis l'Emiri Nizam et ensuite le kaïmakam, Celui-ci a compris, dès le début de la conversation, qu'il fallait renoncer à l'espoir d'une remise quelconque. Cependant on lui a fait entrevoir la possibilité d'un délai en cas de réussite de l'expédition de Téhéran.

Le général Simonich a réitéré sa promesse d'accompagner avec tout le personnel de son ambassade S. M. lors de sa marche à Téhéran. Le kaïmakam changeant de tactique voulait encore une fois sonder le terrain pour ce qui regarde l'intervention armée de la Russie : « J'ignore, disait-il, qui a répandu le bruit que vos troupes du Caucase auraient déjà franchi l'Araxe. J'ai beau démentir le fait, on nous accuse de vous avoir appelés, et par ce moyen d'avoir attiré sur le territoire du royaume de Perse les conséquences d'une invasion étrangère. » Au grand étonnement du kaïmakam, le comte Simonich, pour toute réponse, fit écrire incontinent et signa cette promesse écrite que : « Tant que les tribus nomades des provinces limitrophes resteraient en paix avec les autorités locales, les troupes russes de la frontière ne recevraient aucun renfort. » Ce n'était pas précisément ce que le kaïmakam aurait voulu, la Russie ne lui proposant pas de payer le droit d'intervenir moyennant quelques millions de remise sur les arriérés du tribut; mais il se ravisa aussitôt. En effet, il tira un parti excellent de cette assurance en la faisant parvenir le soir même à sir P. Campbell. L'intervention russe, lui écrivait-il, n'aura pas lieu, lisez !

(*La suite prochainement.*)

(1) Aujourd'hui ambassadeur à Téhéran.

(2) Actuellement consul général à Bagdad.

était M. John Warton, de Londres, membre du *Congrès de la paix*, et qu'il n'avait jamais été en Amérique; qu'il était à Paris avec sa famille dans un des hôtels de la rue Neuve-Saint-Augustin.

M. Hormann, pour toute réponse, lui montrait ce fatal portrait et la parfaite ressemblance qui existait entre M. John Warton et le faussaire. La foule s'étant amassée, le sous-chef de la police de New York est monté en voiture avec M. John Warton. Arrivés à l'hôtel, M. Hormann a été forcé de reconnaître avec force excuses qu'il s'était trompé à l'occasion d'une ressemblance des plus frappantes.

La contrefaçon des banknotes s'élève, dit-on, à 300,000 liv. sterl. (7,500,000 fr. de notre monnaie)

(*Gazette de France.*)

— Un vol qui dénote de la part de ses auteurs une audace incroyable, a été commis hier vers neuf heures, à la porte du Théâtre de la République, en présence des agents du service et d'un nombre considérable de passants. Deux individus fort bien mis se sont approchés d'un des bureaux extérieurs, dits bureaux de petite recette, et ont demandé deux billets de parterre; puis, allongeant le bras au dessus du comptoir, ils jetèrent une poignée de sable dans les yeux de la receveuse, et s'empressèrent de prendre la fuite après s'être emparés d'un sac contenant cent quatre-vingt quinze francs. On se mit immédiatement à leur poursuite, mais inutilement, et ils parvinrent, en gagnant les petites rues qui avoisinent le théâtre, à échapper à toutes les recherches.

— On lit dans le *Journal de Liege* :

« Lors de l'apparition du choléra, M. L. Delheid, étudiant en médecine à notre université, offrit ses services pour être employé en qualité d'élève interne à un des hôpitaux temporaires qu'il s'agissait d'établir. M. Delheid fut immédiatement attaché à l'hôpital Saint-Abraham, où, depuis lors, il n'a cessé de donner les preuves d'un zèle et d'un dévoûment qui, pendant huit mois, ne se sont jamais ralentis. Témoins des services qu'il rendait avec tant d'abnégation, les infirmiers de l'hospice viennent de donner à M. Delheid une sérénade à l'occasion de sa fête, et, comme bouquet, lui ont présentés deux beaux jasmins. Guidées par le même sentiment, les *Filles de la Croix*, qui donnent leurs soins généreux aux malades de Saint-Abraham, ont remis à M. L. Delheid un ouvrage de leurs mains, seul cadeau que leur pauvreté volontaire leur permit d'offrir. »

Ces témoignages de sympathie ne nous étonnent nullement. Déjà par d'autres voies nous avions entendu faire le plus grand éloge de ce jeune homme qui, nous assure-t-on, doit prochainement passer son dernier examen pour le doctorat. Nous sommes heureux de voir ces sentiments dans un jeune homme dont l'instruction et les capacités promettent beaucoup pour l'avenir, et nous nous faisons un devoir de joindre ici nos félicitations à celles dont il a été l'objet dans son pays.

— *L'état de siége jugé par le jury de l'Isère.* — A la suite du 13 juin, on sait que pour justifier l'état de siége, dont la libéralité de nos hommes d'Etat a gratifié un grand nombre de nos départements, des accusations de complot furent intentées à profusion, et que sous ce prétexte, un grand nombre de citoyens, connus par leur dévouement à la cause republicaine, furent arrachés à leurs affaires et à leurs familles et jetés en prison, où la plupart d'entre eux attendent encore aujourd'hui que le jury ait statué sur leur sort.

La décision rendue par celui de l'Isère nous est d'un bon augure. Après quelques minutes de délibération le jury a acquitté sur tous les chefs six des plus notables citoyens de Grenoble, prévenus d'avoir, le 13 juin, essayé de renverser le gouvernement et comploté la ruine de notre société. (*Civilisation.*)

— On évalue à plus de 100 millions de francs les dégâts occasionnés annuellement dans les greniers de l'Europe par le charançon. M. Rétif, de Sens, a trouvé par hasard le moyen de se délivrer de cet insecte dévastateur.

Dans un grenier où 200 hectol. de froment étaient dévorés en partie par les charançons, on vint à apporter du chenevis non encore vanné et non encore battu. Le lendemain, on fut bien étonné de voir les chevrons couverts de charançons qui fuyaient vers le faîte de la toiture. On remua plusieurs fois le froment. La retraite de ces insectes dura six ou sept jours. Depuis lors, on n'en vit plus un seul dans le grenier, la même expérience ayant été renouvelée tous les ans. L'odeur du chanvre frais produisait donc sur le charançon le même effet que l'huile de térébenthine sur la muscardine.

Il faut, chaque année, à l'instant où se fait la récolte du chanvre (femelle), après avoir balayé les greniers, y placer quatre ou cinq poignées de chanvre ayant encore son chenevis dans les balles, qu'on dispose en plusieurs endroits du grenier. On se procure du chanvre avant la moisson, en le semant, non en juin, mais fin mars, comme en Lombardie ; à l'époque de la moisson, il exhale alors assez d'odeur pour être mis dans les granges avant la récolte.

— Tous les journaux ont répété, dans le temps, que le comte Joseph Zaluski, ancien aide de camp de l'empereur Nicolas, et général pendant la révolution de Pologne de 1831 avait été enlevé dernièrement par les Russes de ses terres situées en Gallicie, où il demeurait paisiblement depuis cette époque, et transporté à Zamosc; plus tard on ajouta qu'il avait été mis en jugement, puis gracié et renvoyé dans ses foyers; aujourd'hui le journal des *Débats* prétend que ces dernières circonstances s'appliquent au comte Roman Zaluski, cousin du général que nous avons tous connu comme réfugié polonais en France, tandis que le général Joseph Zaluski serait mort déjà depuis 1838. Nous ignorons ce qui a pu arriver au comte Roman qui habitait dans ces derniers temps tantôt le duché de Posen, tantôt Cracovie, mais nous savons de source certaine que le général Zaluski n'est pas mort, qu'il a commandé un moment l'année dernière la garde nationale de sa province, et qu'à l'entrée des Russes en Gallicie il a été enlevé de sa campagne et déporté hors des Etats autrichiens.

— C'est samedi 8, à l'Hôtel-de-Ville, qu'aura lieu l'importante adjudication pour l'entreprise des travaux à faire à la chapelle St-Denis, pour l'agrandissement de la gâre du chemin de fer de Strasbourg. Cette adjudication qui se fera en 8 lots est d'une importance de 365,685 f. 97 c.

— Les petits orages et les douces chaleurs que nous avons depuis quelques jours assurent à la vendange prochaine, disent tous les vignerons, une qualité supérieure.

— On vient de déplacer la grande route de Vincennes à Saint-Maur en la reportant du côté de Nogent-sur-Marne.

— On a rapporté hier au soir, à son domicile, un boutiquier du Palais national, avec 33 grains de plomb qu'un chasseur malhabile lui a logé dans la cuisse gauche, en chassant l'après-midi entre Villers-le-Bel et Gonesse.

— L'impôt des 45 centimes est actuellement payé dans le département de la Seine jusqu'à concurrence de 95 pour cent.

— Depuis longtemps il est question dans le monde universitaire, littéraire et scientifique, de créer une langue universelle fondée sur des racines et des analogies qu'on rencontre à peu près dans toutes les langues et idiomes anciens et modernes.

On sait que le premier linguiste de notre époque, M. Eug. Burnouf, s'occupe depuis longtemps de faire la grammaire de cette langue ou du moins d'en préparer les matériaux.

— Dernièrement dans l'une des séances du congrès des amis de la paix, des vœux très énergiques se sont encore fait entendre pour que les linguistes s'occupassent de créer cette langue depuis si longtemps demandée et qui paraît être un des grands besoins de notre époque, qui met chaque jour en relation tous les peuples au moyen de la vapeur, du chemin de fer et des télégraphes électriques.

Sans doute que, si cet important travail n'est pas plus avancé, c'est parce qu'il est d'une inextricable difficulté; en effet, on compte actuellement 587 langues ou dialectes européens, 937 langues ou dialectes asiatiques, 226 langues ou dialectes africains et 1264 langues ou dialectes américains. Total : 3,014 langues ou dialectes qui sont parlés en ce moment, sur notre globe.....

— Le conseil municipal de Paris rentrera de vacances le 2 du mois prochain.

Enfin la grande session annuelle du conseil général de la Seine commencera le 15 novembre pour clore le vendredi 30 au soir.

— Nous lisons dans la *Patrie* :

On annonce que le conseil d'Etat s'est occupé d'une loi relative à la transportation en Algérie des prisonniers de juin qui restent encore à Belle-Isle.

Ces prisonniers seront assujétis au régime militaire avec la faculté de devenir colons, ou même propriétaires, si un temps d'épreuve déterminé a offert de larges garanties en leur faveur; on sait que le principe de cette transportation en Algérie avait été adopté par l'Assemblée constituante postérieurement au premier décret de transportation.

Le conseil d'Etat s'est occupé également de la loi sur la déportation. On parle toujours de Mayotte comme pouvant être le lieu de séjour désigné aux condamnés politiques.

— Le *Conciliateur*, journal de Tulle, annonce que l'Ecole normale de la Corrèze vient d'être licenciée.

— La Cour d'appel de toulouse, chambre des mises en accusation et des appels de police correctionnelle réunies, a rendu son arrêt dans l'affaire instruite à raison des événements du 14 juin dernier.

Les nommés Janot, Lucet, Forest, Villa Baillard, Forcade, Cazeneuve, Berruyer et Salles ont été mis en accusation et renvoyés devant la cour d'assises de la Haute Garonne pour avoir participé à un complot ayant pour but soit de détruire ou de changer le gouvernement, soit d'exciter la guerre civile en portant les citoyens ou habitants à s'armer les uns contre les autres, avec cette circonstance aggravante à l'égard de Janot, Lucet et Forest, que ledit complot a été suivi d'un acte commis ou commencé pour en préparer l'exécution.

Moré, huissier à Muret, a été mis en liberté.

Chaffort et Philip ont été renvoyés, le premier devant la cour d'assises de la Haute-Garonne, le second, devant la cour d'assises de Tarn-et-Garonne, pour avoir, par des discours proférés dans des réunions ou dans des lieux publics, provoqué à la guerre civile.

La cour a déclaré n'y avoir à suivre contre tous les autres inculpés non détenus qui n'avaient été entendus qu'en vertu de mandats de comparution.

— Un Mémoire d'un ingénieur des mines, M. Daubrée, a récemment appelé l'attention du monde savant sur le gîte aurifère de la vallée du Rhin, où l'industrie des orpailleurs subsiste encore. La production de l'or est fort ancienne dans cette vallée; elle est moindre aujourd'hui on le conçoit, qu'avant la découverte de l'Amérique. Elle s'élève pourtant encore, entre Bâle et Manheim, à 45,000 fr. par an. Il est douteux que, parmi les fleuves de l'Europe, il y en ait un autre qui en donne autant.

L'immense alluvion au millieu de laquelle est placé le lit actuel du Rhin, et qui n'a pas moins de 4 à 6 kilomètres de largeur, contient de l'or. Mais on ne le trouve en quantité suffisante pour justifier le travail des orpailleurs que dans certains bancs qui se forment lentement par l'érosion des rives du fleuve ou des îles dont son cours est semé.

La portion même de ces bancs qu'on exploite avec fruit n'a guère que 15 centimètres d'épaisseur. C'est bien loin des bancs aurifères de la Sibérie ou du Brésil, sans parler de ceux de la Californie; on ne les connaît pas assez encore. Et ces gîtes de prédilection de la vallée du Rhin, ces trésors des orpailleurs rhénans, combien contiennent-ils d'or ?

M. Daubrée nous apprend que, moyennement, ils ont une richesse de 13 à 15 parties d'or sur 100 millions. En lavant 100 millions de kilogrammes de sable, on se procure de 13 à 15 kilogrammes d'or, ou 1 sur 7 millions. Quelquefois ils tombent sur des endroits où l'on obtient 1 kilogramme d'or par le lavage de 1 million 500,000 kilogrammes de gravier, et ils s'estiment alors favorisés du ciel.

Les expériences de M. Daubrée lui ont permis de constater que tout le gravier de la vallée était aurifère, mais qu'il renfermait moyennement quatre-vingt-dix fois moins d'or que les gisements les mieux dotés qu'on vient d'indiquer, ou un kilogramme sur 130 millions !

Voilà donc le dernier mot, la suprême espérance de l'industrie des hommes qui recherchent l'or dans la vallée du Rhin! Pour avoir 1 kilogramme d'or valant un peu plus de 8,000 francs, il faut communément remuer et laver 7 millions de kilogrammes de sable. C'est une masse de plus de 4,000 mètres cubes. Il y aurait de quoi couvrir un hectare tout entier de 40 centimètres de hauteur. Quel labeur, quel misérable métier que celui des chercheurs d'or!

— Encore un suicide au fort de Vanves! C'est le troisième en moins de trois semaines. Après le voltigeur Pierre vient le chasseur Darivière, et aujourd'hui c'est le sergent Bouffard, de la compagnie de grenadiers du 1er bataillon du 61e de ligne, qui a tenté de s'ôter la vie.

Hier à une heure du matin, la sentinelle placée en vedette au-dessus de la porte principale du fort, signala une détonation d'arme à feu dans la direction de Paris; mais la distance qu'elle indiquait paraissant être en dehors de la zone militaire du fort, on ne crut pas nécessaire d'envoyer une patrouille pour s'assurer des causes du coup de feu que l'on avait entendu; le silence le plus profond continua la nuit entière.

Au dernier coup de marteau de l'horloge, sonnant cinq heures, le tambour de garde commença à battre la diane en parcourant tout l'intérieur du fort. Le pont-levis s'abaissa et les portes furent ouvertes : c'était l'heure du lever de la troupe. Dans le même moment, on vit s'avancer péniblement un sous-officier ayant les vêtements en désordre, la figure mutilée et couverte de sang ; à sa vue, les hommes de garde pensèrent qu'il avait été victime de quelque guet-apens, et s'empressèrent de l'interpeller sur les causes des blessures horribles dont il était si cruellement atteint.

Ce sous-officier était le sergent Bouffard, qui, par ses paroles entrecoupées et articulées avec peine, fit comprendre plutôt qu'il ne raconta que c'était lui-même qui s'était tiré un coup de pistolet dans la bouche pour mettre fin à ses jours. Bouffard était en absence illégale; depuis trois jours il manquait à l'appel ; il savait que, conformément à la loi de brumaire an V, tout militaire qui s'absente d'une place de guerre ou d'un fort pendant plus de trois jours, peut être poursuivi comme déserteur; Bouffard donc, voyant arriver la fin de la 3e période de vingt-quatre heures, s'était décidé à rentrer au quartier, mais il paraît qu'il manqua l'heure, et que lorsqu'il arriva à Vanves, les portes du fort étaient déjà fermées pour ne se rouvrir que le lendemain.

Les délais de grâce accordés par la loi étant expirés, ce sous-officier, craignant d'être poursuivi pour désertion, tomba dans le désespoir.

A une heure du matin, errant dans les champs, il se dépouilla de son uniforme et de sa chemise, et ne conserva que son pantalon; il saisit un pistolet dont il était ordinairement porteur, le bourra fortement à double charge, et, d'une main mal assurée, il le dirigea vers sa bouche... Mais le coup partit avant que le canon eût été introduit entre les dents. A cette circonstance seule Bouffard doit de n'être pas mort sur-le-champ.

En proie aux plus vives douleurs, Bouffard eu cependant assez de force, en entendant le tambour battre la diane, pour se traîner jusqu'au fort. On s'empressa de le conduire à l'infirmerie, où il reçut les soins les plus actifs ; le chirurgien a reconnu que deux balles s'étaient logées dans la tête; mais s'étaient arrêtées à la partie supérieure du nez, après avoir brisé quatre dents et traversé la langue. On conserve peu d'espoir de sauver cet homme.

VARIÉTÉS.

SOCIALISME RATIONEL.

Association universelle des Amis de l'Humanité, du droit dominant en France, de la paix, du bien-être général, pour l'abolition du prolétariat et des révolutions. (1)

Cette association est-elle nécessaire?
Cette association est-elle possible?

Cette association éprouvera-t-elle actuellement des obstacles qui puissent ne rendre sa réussite possible que pour une époque éloignée?

Quelles sont les conditions nécessaires pour que les obstacles s'opposant actuellement à la réussite de l'association puissent être rapidement vaincus?

Telles sont les quatre questions que nous allons exominer.

PREMIÈRE QUESTION.

Cette association est-elle nécessaire?

Nous avons déjà dit ailleurs, et nous aimons à répéter ici que, dans l'ordre social, il n'y a de *nécessaire* que ce qui doit exister sous peine de mort. Il s'agit donc de savoir si cette association est nécessaire sous peine de mort sociale.

Quelles sont les causes qui peuvent amener la mort sociale?

Le paupérisme et les révolutions.

Quelle est la cause nécessaire, absolument nécessaire du paupérisme?

L'aliénation du sol à des individus.

Quelle est la cause nécessaire, absolument nécessaire des révolutions?

L'absence de communauté de droit tant au sein de chaque nation qu'au sein de l'ensemble des nations.

Et le paupérisme peut-il être extirpé et laisser subsister la tendance nécessaire aux révolutions?

Sans aucune espèce de doute. Et les révolutions seraient même d'autant plus nombreuses et plus cruelles que le paupérisme serait plus complètement anéanti, tant que la société n'existerait pas sous l'unité de droit. Car la multiplicité de droits équivaut à la négation de tout droit; et c'est surtout l'anéantissement du paupérisme qui fait sentir la non existence de droit. Or, la non existence de droit constitue l'abus des forces, qui n'est autre que l'anarchie ou la révolution. En outre, l'existence des révolutions ramènerait nécessairement un paupérisme, qui, par pure hypothèse, aurait pu se trouver momentanément anéanti en l'absence de l'unité de droit.

Et si l'unité de droit pouvait exister, le paupérisme serait-il nécessairement anéanti?

Nécessairement. Car l'unité de droit, en présence de l'incompressibilité de l'examen, ne peut être que l'expression de la justice absolue rendue rationnellement incontestable à tous, et acceptable pour tous dans le propre intérêt de chacun reconnu par chacun. Or l'existence du paupérisme, en présence de l'incompressibilité de l'examen, est incontestablement en opposition avec l'intérêt de tous et de chacun.

Ainsi, le paupérisme ne peut être anéanti que par l'établissement de l'unité de droit; et l'établissement de l'unité de droit anéantit nécessairement les révolutions. C'est donc uniquement par l'établissement de l'unité de droit que l'anéantissement simultané du paupérisme et des révolutions peut avoir lieu.

Voyons maintenant si l'association universelle des prolétaires est nécessaire pour que l'unité de droit, anéantissant simultanément le paupérisme et les révolutions, puisse être établie.

A cet égard, il faut commencer par déterminer la valeur de l'expression *prolétaires*.

L'expression prolétaire se rapporte tantôt au physique, tantôt au moral; tantôt à la richesse, tantôt à l'indigence.

Au physique, elle se rapporte à la quantité de richesse possédée par chaque individu, eu égard à la richesse sociale d'une époque. On pourrait déterminer à un centime près quelle est la quantité de richesse que doit posséder chaque individu dans chaque nationalité pour être soit propriétaire, soit prolétaire; mais ce n'est point ici du prolétariat physique dont il est question.

Le prolétaire moral est celui qui se dévoue à la cause du prolétariat, à la cause qui prétend établir l'unité de droit et anéantir le paupérisme et les révolutions, parce que cet établissement et cet anéantissement sont eux-mêmes devenus nécessaires à l'existence de l'humanité.

Après 89, quiconque appartenait à la cause des nobles était dit *aristocrate*, fût-il même le dernier des roturiers; et celui qui appartenait à la cause bourgeoise était dit démocrate, fût-il noble comme Montmorency ou comme Mirabeau.

Si donc demain MM. Rotschild venaient à reconnaître, dans leur propre intérêt et dans l'intérêt de tous, la nécessité d'établir l'unité de droit et d'anéantir le paupérisme ainsi que les révolutions, MM. de Rotschild seraient prolétaires, et avec beaucoup plus de raison que Montmorency et Mirabeau n'étaient démocrates; car le bourgeoisisme est la plus effroyable des aristocraties, et même la plus dangereuse pour les aristocrates.

Voilà l'expression *prolétaire*, quant à l'association universelle, parfaitement déterminée, et, sous peine de mauvaise foi, il ne pourra y avoir de chicane à cet égard.

Nous disons qu'une association universelle de prolétaires est nécessaire pour que le paupérisme et les révolutions puissent être anéanties. Voyons si c'est là une vérité.

Pour le savoir, supposons, sans nous inquiéter maintenant de la possibilité, que toute la France, sans exception aucune, ait embrassé la cause du prolétariat. Nous pouvons alors supposer avec tout autant de raison que le reste de l'Europe ait embrassé la cause des propriétaires; c'est à dire de ceux qui veulent conserver l'ancienne société, ou l'existence du prolétariat.

Dès lors il est évident que la cause du prolétariat se trouvera écrasé, et que l'Europe sera momentanément cosaque. Peut-être même est-ce là le seul remède qui puisse conduire, par l'excès du mal social, à rendre prolétaire l'Europe entière, c'est à dire à lui faire comprendre la nécessité d'anéantir le paupérisme et les révolutions. Cependant je n'accepterai ce remède que lorsqu'il me sera imposé par la force; et je combattrai jusqu'à la mort pour faire prévaloir un autre remède, parce que tel est mon devoir.

L'association des prolétaires français est donc incapable d'établir l'unité de droit devant anéantir le paupérisme et les révolutions. Une association universelle de prolétaires est donc nécessaire pour atteindre ce but. COLINS, chef d'escadron.

(*L'examen de la deuxième question au prochain n°.*)

(1) Voyez la *Tribune des Peuples* des...

L'un des Rédacteurs Gérant : **ALPHONSE HERMANT.**

Bourse de Paris du 4 septembre.

Passage de l'Opera. — Les demandes étaient très suivies hier soir sur la rente à 91 70, mais on avait fléchi ce matin à 91 55.

Une heure. — On a affiché dès le début du parquet un escompte de 37,500 fr. de 5 0|0, et comme en dehors de cet escompte les titres étaient déjà très rares, il en est résulté un nouveau mouvement rapide de hausse qui a porté la rente 5 0|0 à 92. Mais ce prix n'a pas plus tôt été côté qu'on a retrogradé en quelques minutes à 91 70. Il est vrai que les réalisations de bénéfices devaient lutter contre la tendance ascensionnelle après uue hausse de 2 50 en quelques jours.

Il n'y avait aucune nouvelle politique ou financière. Les spéculateurs semblent éviter avec soin de s'occuper de tout ce qui pourrait déranger leur optimisme.

Deux heures. — La rente se maintient assez bien, elle a fait plusieurs fois 91 75 et elle est revenue à 91 85.

Trois heures. — Les offres sont devenues très nombreuses à partir de deux heures et demie. La rente a fléchi en peu de temps de 91 85 à 91 30. Cette réaction paraissait produite uniquement par les réalisations.

Le 3 0|0 a monté au début à 56 60 et elle a retrogradé à 56 15 au comptant et à 56 10 à terme.

La Banque de France a monté de 2,265 à 2,370, les quatre canaux ont fait 1,090, les jouissances des quatre canaux ont monté de 2 50 à 82 50, le canal de Bourgogne était à 920, la Vieille Montagne à 2,800.

Les actions du Nord ont fait 448 75 et ont rétrogradé à 440, Strasbourg a fait 361 25 et 360, Nantes 310 et 306 25, Vierzon 317 50 et 320, Bordeaux 407 fait 406 25, Orléans était à 715, Rouen à 550.

L'emprunt Romain a fléchi de 72 à 77, l'emprunt Belge de 1840 a varié de 97 à 96 3|4.

Après la Bourse à quatre heures 5 0|0 91 10, 91 20, 91 25, 91 30.

VALEURS FRANÇAISES.

AU COMPTANT.	1er cours.	Plus haut.	Plus bas.	Dernier cours.	Clôture préced.
5 0|0 j. du 22 mars.	91 90	92 »	91 25	91 25	91 55
4 1|2 0|0 j. du 22 mars.	80 »	» »	» »	80 »	79 »
4 0|0 j. du 22 mars.	72 »	» »	» »	72 »	71 »
3 0|0 j. du 22 déc.	56 50	56 60	56 10	56 15	55 50
Action de la Banque.	2365 »	2375 »	2365 »	2370 »	2355 »
Obligations de la Ville	1090 »	1095 »	1092 50	1095 »	1175 »
4 canaux avec prime.	1090 »	» »	» »	1090 »	» »
4 can., Act. de jouis...	82 »	» »	» »	82 »	80 »
Bourgogne, j. d'avril.	920 »	» »	» »	920 »	820 »
Bourgogne, Act. de j.	» »	» »	» »	» »	» »
Caisse hypothécaire..	132 50	» »	» »	132 50	» »
Mine de la Grand'-Combe.	» »	» »	» »	» »	» »
Zinc Vieille-Montagne	2800 »	» »	» »	2800 »	2725 »

VALEURS ÉTRANGÈRES.

Récép. de Rothschild....	» »	Belgique, Emp. 1840..	96 3|4
Emprunt romain.........	77 »	Belgique, Empr. 1842.	» »
Emprunt d'Haiti.........	» »	Belgique, Trois 0|0......	» »
Espagne, dette active...	» »	Belgique, Banque (1835)	» »
Dette diff. sans intérêt..	» »	Deux 1|2 hollandais....	» »
Dette passive............	» »	Empr. portugais 5 0|0..	» »
Trois 3 0|0 1841..........	35 »	Emprunt du Piémont..	895 »
Dr Dette intérieure.......	27 »	Lots d'Autriche.........	» »

CHEMINS DE FER.		1er cours.	Dernier cours.	Clôture précédente
COMPTANT.	Saint-Germain,	425 »	430 »	420 »
	Versaille, R. D.	217 50	215 »	215 »
	Versailles, R. G	173 75	172 50	172 50
	Paris à Orléans,	775 »	775 »	775 »
	Paris à Rouen,	550 »	550 »	532 50
	Rouen au Havre,	265 »	265 »	265 »
	Avignon à Marseille,	231 25	230 »	230 »
	Strasbourg à Bale,	105 »	106 25	107 50
	Du Centre,	320 »	320 »	310 »
	Amiens à Boulogne,	» »	» »	» »
	Orleans à Bordeaux,	405 »	406 25	405 »
	Du Nord,	445 »	440 »	441 25
	Paris à Strasbourg,	361 25	360 »	360 »

SPECTACLES DU 5 SEPTEMBRE 1849.

THÉATRE DE LA NATION. — Robert le Diable.
THÉATRE-FRANÇAIS. — Les Fausses Confidences, Un Caprice, la Ciguë.
OPÉRA-COMIQUE. — Le Toréador, les Rendez Vous, le Châlet.
SECOND THÉATRE-FRANÇAIS. — La Jeunesse du Cid, le Trembleur.
THÉATRE-HISTORIQUE. — Le Chevalier d'Harmental.
VAUDEVILLE. — Une semaine à Londres, le troisième Numéro de la Foire aux idées.
VARIÉTÉS. — Les Caméléons, les Compatriotes, Lorettes et Aristos, le marquis de Carabas.
GYMNASE. — Les Sept Billets, la Famille Riquebourg, Chacun chez soi, Brutus... lâche César!
THÉATRE MONTANSIER. — Le Groom, un Oiseau de passage, une Chaîne anglaise, la Fille de Dominique.
PORTE SAINT-MARTIN. — L'Etoile du Marin, l'Hôtel de la Tête Noire.
AMBIGU-COMIQUE. — Le Juif Errant.
FOLIES-DRAMATIQUES. — Les Cascades de Saint-Cloud, OEil et Nez, Mme Grégoire, le Cauchemar de son propriétaire.

PARIS. — Imprimerie centrale des chemins de fer de NAPOLÉON CHAIX et Ce, rue Bergère, 20.